

Différences



mr
ap

L'APRÈS-ÉLECTION

**INDE :
LA VOIX
DES
DAMNÉS**

IL EST URGENT DE RECHERCHER UNE SOLUTION AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Depuis plus de six mois, le sang coule dans les territoires occupés. La situation s'aggrave chaque jour et suscite, à travers le monde, une émotion croissante.

La tragédie à laquelle nous assistons résulte d'injustices, de frustrations et de violences accumulées de longue date au Proche-Orient. Aucune solution ne peut se concevoir en dehors des principes fondamentaux définissant les droits des hommes et des peuples, proclamés par la communauté internationale.

Parmi ces principes, nous voulons tout spécialement rappeler :

- le droit de tout individu à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ;
 - le droit de tout homme à une nationalité et de tout peuple à l'autodétermination ;
 - la nécessité pour tout pays de vivre en sécurité dans des frontières sûres et reconnues ;
 - l'inadmissibilité de l'appropriation de territoires par la force ;
 - l'obligation pour les gouvernements de respecter les conventions internationales, les résolutions de l'ONU, la Déclaration universelle et les Pactes des droits de l'homme.
- C'est pourquoi nous demandons, dans l'immédiat, que les Nations-unies, les grandes puissances, et particulièrement la France, prennent des initiatives urgentes pour aboutir :
- au retrait des forces militaires israéliennes des territoires occupés ;
 - à la mise en œuvre d'un processus conduisant à l'autodétermination ;
 - à la convocation, dans les délais les plus rapprochés, de la Conférence internationale décidée par le Conseil de sécurité, avec toutes les parties concernées, notamment Israël et l'OLP, ce qui implique de leur part une reconnaissance mutuelle et simultanée, fondement indispensable d'une paix juste et durable.

PREMIERS SIGNATAIRES

Henri ALLEG, écrivain ; René ALLIO, cinéaste ; Henri BARTOLI, professeur d'université ; Maurice BEJART, chorégraphe ; Jacques BERQUE, professeur honoraire au Collège de France ; Pierre BOURDIEU, professeur au Collège de France ; Suzanne-Simone et M. de BRUNHOFF ; Henri CARTAN, membre de l'Académie des sciences ; Jean CARZOU, artiste-peintre ; Maria CASARES, comédienne ; Raimond CASTAING, professeur émérite de l'université ; Jean-Paul CHAGNOLLAUD, professeur d'université ; Paul CHEMETOV, architecte ; Monique CHEMILLIER-GENDREAU, professeur ; Hélène CIXOUS, écrivain ; Guy DHOQUOIS, maître de conférences ; Régine DHOQUOIS-COHEN, maître de conférences ; Jean FERRAT, auteur-compositeur-interprète ; Suzanne FLON, comédienne ; Anne-Marie GOGUEL, maître de conférences ; Jacques GUTWIRTH, chercheur scientifique ; Stéphane HESSEL, ambassadeur de France ; Marcelle HUISMAN ; Viviane ISAMBERT-JAMATI, professeur d'université ; Albert JACQUARD, professeur d'université ; Paul KESSLER, physicien, directeur de recherche au CNRS ; Pierre KRAUSZ, maître de conférences ; Hélène LANGEVIN, directeur de recherche ; Annie LAURAN, écrivain ; Edgar LEDERER, membre de l'Académie des sciences ; Daniel LEHMANN, professeur d'université ; Albert LEVY, journaliste ; Stellio LORENZI, réalisateur ; André MIQUEL, professeur au Collège de France ; Ariane MNOUCHKINE, metteur en scène ; Joe NORDMANN, avocat ; Charles PALANT, ancien déporté-résistant ; Pierre PARAF, écrivain ; Hélène PARMELIN, écrivain ; Edouard PIGNON, peintre ; Jean PIHAN, prêtre ; Vladimir POZNER, écrivain ; Roland RAPPAPORT, avocat, président du MRAP ; Madeleine REBERIOUX, professeur d'Université ; Guy RETORE, metteur en scène ; Fanny SCHAPIRA, directeur de recherche honoraire au CNRS ; Laurent SCHWARTZ, mathématicien ; Yves SIMON, écrivain, chanteur ; Michel SOUTIF, président honoraire, université de Grenoble ; Pierre VANECK, comédien ; Pierre VIDAL-NAQUET, professeur d'université.

Signatures et soutiens : MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) 89, rue Oberkampf, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : 48.06.88.00.

EDITO

ELECTIONS OU PAS...

Pas d'immigré au Conseil des ministres ? Comment, voilà une communauté dont la dangereuse infiltration et la volonté de puissance ont été montrées du doigt tout au long de la campagne électorale et qui se retrouve sans représentants dans le saint des saints du pouvoir français ! Un ratage pour ces envahisseurs. Ou alors quelqu'un nous a menti, et les étrangers n'ont ni les moyens ni la volonté qu'on leur a prêtés, (à la droite de la droite alliée à cette même droite) de vampiriser le pays.

Trêve de plaisanterie, il est rassurant que les Français aient refusé le vote de la haine et d'exclusion qu'on leur proposait comme une évidence de sauvegarde nationale.

Le bouc émissaire désigné n'a joué son rôle d'épouvantail que le temps d'un premier tour. C'est déjà trop et inquiétant pour l'avenir, mais disons clairement que la réélection du président sortant est aussi une défaite pour les racistes de tout poil. Cela ne suffira pas cependant pour stopper toutes les tentations politiciennes qui espèrent encore se servir du mal vivre de la population comme levier de manœuvre et de l'immigration comme marchepied d'une carrière politicienne vouée à toutes les injustices.

Un coup d'arrêt provisoire a été marqué, mais il reste insuffisant pour liquider la xénophobie et la peur de l'Autre. Cette lutte, c'est notre affaire à tous, élections ou pas.

JUIN-JUILLET

Différences

Magazine créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des éditions Différences 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.06.88.00.

SOMMAIRE

Actuel

5 Sous le vote, les luttes

L'extrême droite raciste a fait 15 % aux présidentielles. Albert Levy, secrétaire général du MRAP, répond aux questions de Différences.

10 Afrique du Sud

En juin 1976, Soweto explosait. Dix ans après, où en est l'Afrique du Sud ? De jeunes Français nous ramènent leurs notes de voyage. Pierre-André Albertini nous donne un livre simple, émouvant et terrible : l'Afrique du Sud au jour le jour.

Dossier

16 Inde : la voix des damnées

L'Inde, loin des clichés. Notre reporter nous emmène au Maharashtra, un Etat indien où les exclus tentent, pied à pied, de conquérir leur dignité. Une lutte multiforme qui commence parfois par la culture.

RICHARD GARCIA

ABONNEMENTS

1 an : 200 F.
1 an à l'étranger : 220 F.
6 mois : 120 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 150 F.
6 mois : 80 F.
(joindre une photocopie des cartes d'étudiant ou de pointage).
Soutien : 300 F.
Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Algérie : 15 dinars. Belgique : 140 FB.
Canada : 3 dollars. Maroc : 10 dirhams.

Publicité au journal

Photocomposition
PCP, 17, place de Villiers,
93100 Montreuil. Tél. : 42.87.31.00

Impression Montligeon. Tél. : 33.83.80.22.
Commission paritaire n° 63634
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal : 1988-6.

La rédaction ne peut être tenue pour responsable des photos, textes et documents confiés.

Culture

23 Cannes

Cannes comme si vous y étiez allés. La moisson fut riche pour notre envoyé qui nous ramène Chocolat et Un monde à part. Entre autres.

JEAN-PIERRE GARCIA

24 A la loupe

Trois livres sur la cohabitation français-immigrés, dans trois quartiers de Paris : de la sociologie à la loupe, sur le terrain. Véronique de Rudder, auteur d'un des volumes s'explique.

DOMINIQUE LAHALLE

Réflexion

30 Police et justice : dossier ouvert

Le MRAP prépare un colloque : Justice et police face au racisme. A verser au dossier, l'interview de Me Collard et celle de Jean-Pierre Bordier (responsable de la FASP).

CHERIFA BEN ABDESSADOK

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Albert Lévy

REDACTION

Rédacteur en chef
René François
Secrétariat de rédaction-
maquettes :
Véronique Mornaigne
Iconographie
Joss Dray

ONT COLLABORE A CE NUMERO :

Chérifa Benabdessadok, Richard Garcia, Yves Thoraval, Jean-Pierre Garcia, Christine Dancie, Dominique Lahalle, Laure Laffargues, Franck Têrueil, Souad Belhaddad.

PHOTO COUVERTURE :

Gilles Bassignac (Gamma)

Différences

■ QUELQUES NOTES POST-ELECTORALES



Le plateau d'Antenne 2, le soir du 8 mai

Après une campagne d'un an au cours de laquelle il a souvent été au centre du débat politique, Jean-Marie Le Pen a réussi son double pari.

Un pari clairement annoncé devant des journalistes incrédules, celui de réunir 15 % des suffrages. Avec 14,39 %, il accroît encore son audience. En un peu moins de quatre ans, le nombre de ses électeurs a quasiment doublé. Cette croissance s'accompagne d'une nouvelle modification de leur composition sociologique. L'extrême droite progresse non seulement dans les grands centres urbains qui lui avaient donné ses premiers succès, mais aussi dans les campagnes jusque-là hostiles. La corrélation établie naguère par la plupart des commentateurs entre l'importance de la population étrangère d'origine européenne et le vote Front national a perdu en même temps une part de sa pertinence.

Un pari inavouable enfin, celui de mettre un terme au leadership de Jacques Chirac sur la droite. Le 24 avril, ce n'est pas tant l'ancien électoral communiste qui s'est laissé séduire par les sirènes de l'extrême droite que l'électorat UDF-RPR. L'Alsace en est l'exemple le plus connu. Le phénomène se vérifie aussi singulièrement dans le Nord, où

le RPR s'effondre au profit de l'UDF, mais surtout du FN. Au sein d'une droite plus divisée que jamais, Le Pen a joué à son profit la défaite de Chirac.

La victoire de François Mitterrand ne doit pas oublier que le premier tour de l'élection présidentielle s'était achevée sur une autre victoire, celle de l'extrême droite nationaliste et xénophobe. En une soirée, la France des droits de l'homme, la France terre d'asile, déjà bien malmenée, s'est découverte défigurée. Il serait vain de croire à une quelconque modération du FN. Le Pen a progressé dans l'opinion sans rien avoir abandonné de son programme ni de ses convictions.

Conscients du pouvoir des images les dirigeants du parti d'extrême droite se sont tout juste appliqués à faire disparaître de leur environnement tout ce qui faisait mauvais effet. Fini les crânes rasés, les treillis et toute la bimbeloterie traditionnelle de leur famille politique. On cherche longtemps les « fachos » dans leur manifestation ; rien ne les distingue du reste des Français. Peut-être votre voisin...

Les causes de ce phénomène sont nombreuses et diverses, il convient d'y réfléchir. Les res-

ponsabilités sont quant à elles plus facilement assignables. Responsables, les maires qui ont accepté de soutenir Le Pen en parrainant sa candidature.

Responsables, les leaders de la droite qui ont souvent donné au FN et à ses thèmes une légitimité qu'il ne saurait avoir. Responsable enfin, François Mitterrand, grand artisan tactique de la montée de l'extrême droite, pour avoir joué Le Pen contre ses adversaires de droite.

Le « traitement social du lepénisme », que Michel Rocard souhaite ardemment mettre en place sera-t-il d'une plus grande efficacité que les nombreuses campagnes de presse dénonçant le passé du leader extrémiste et le danger fasciste ? Il est à craindre que le FN ne disparaisse pas aussi facilement que certains voudraient bien le croire. D'ores et déjà, les dirigeants du FN réfléchissent à la meilleure manière de rebondir lors des prochaines échéances électorales.

L'hétérogénéité de leur électoral n'est déjà plus une évidence. Une famille politique est née. Dans le meilleur des cas les effets en seront encore sensibles pendant de nombreuses années. □

MARCEL DURAND

Une interview
d'Albert Lévy,
secrétaire général
du MRAP

Différences : *Election présidentielle, nouveau gouvernement, élections législatives : comment le MRAP se situe-t-il dans ce grand remue-ménage politique ?*

Albert Lévy : Pluraliste par définition, le MRAP unit des hommes et des femmes désireux de combattre ensemble le racisme, mais qui, par ailleurs, peuvent avoir les opinions les plus variées quant à la conduite des affaires du pays. S'il porte des appréciations et intervient au plan politique, c'est uniquement par rapport à l'objet bien déterminé de son action.

Nous observons avec satisfaction que, en votant au second tour pour François Mitterrand, la majorité des électeurs ont voulu condamner l'idéologie du Front national, affirmer les valeurs républicaines, faire prévaloir l'égalité et l'entente dans notre société.

Après une période où les gouvernants cédaient trop volontiers aux pressions de l'extrême droite, nous pouvons espérer que nos préoccupations, nos demandes seront désormais mieux entendues. Mais cela ne signifie pas que le racisme soit vaincu et Le Pen hors-jeu. Nous entendons prendre appui sur le vaste courant d'opinion qui l'a emporté le 8 mai : nous luttons pour concrétiser les aspirations qui se sont exprimées.

Différences : *Une partie non négligeable de l'opinion, bien au-delà de l'électorat lepéniste, voit dans les immigrés la cause de tous les maux dont nous souffrons. Comment combattre ces idées fausses et les dangers qu'elles comportent ?*

A. L. : D'abord, il va de soi que si le chômage reculait réellement, si les conditions de vie et de logement s'amélioraient, si l'école et la formation des jeunes répondaient aux besoins, si les injustices cessaient, la démagogie raciste ne pourrait plus exploiter les frustrations, les désarrois que secrète aujourd'hui la situation écono-

SOUS LE VOTE, LES LUTTES...

mique et sociale. Des mesures efficaces doivent être enfin prises pour y remédier.

Mais il semble que le temps ne soit pas à la passivité. Ceux qui éprouvent en ce moment tant de difficultés et d'inquiétude ne les surmonteront qu'en se mobilisant pour leur propre défense. Et ce, sans distinctions d'origine. La solidarité vécue dans l'action commune représente la meilleure riposte au racisme. On l'a vu lors du mouvement étudiant de fin 86 ; on le voit dans les entreprises. Il en est de même dans les quartiers, où les raisons ne manquent pas de réagir ensemble à ce qui va mal, au lieu de se laisser diviser. Cette combativité sur le terrain, où le respect des différences ne va pas à l'encontre de l'union, c'est, en somme, la « nouvelle citoyenneté » que souhaitent promouvoir les associations de jeunes issus de l'immigration.

mandé aux candidats des présidentielles leur point de vue sur ses conceptions et ses projets. Différences a publié les réponses. Qu'en est-il maintenant ?

A. L. : Pendant la campagne présidentielle, l'immigration a occupé une place démesurée dans les débats. Elle apparaissait comme une donnée centrale de la situation, ce qui a détourné d'un examen des vrais problèmes, ceux précisément que les gens voudraient tellement voir résoudre.

Les immigrés ont été trop souvent utilisés comme un enjeu, un instrument - épouvantail ou repère moral - sans qu'on se préoccupe assez de leurs difficultés spécifiques, en tant qu'êtres humains partageant le présent et l'avenir du peuple français. A propos du droit de vote, qui a cristallisé les affrontements, il n'y a pratiquement pas eu de réflexion,

tombé dans les oubliettes de l'histoire. Mais nous ne renonçons pas à l'abrogation de la « loi Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers en France ; nous réclamons une révision des textes législatifs qui placent les immigrés dans un état permanent de précarité. Nous demandons des mesures significatives contre toutes les discriminations, pour une véritable égalité des droits et des chances, profitant à l'ensemble de la population, toutes origines confondues.

Au plan international, le MRAP poursuit la lutte pour une réelle solidarité avec tous les peuples opprimés. Il faut en finir avec les comportements hérités du colonialisme dans les DOM-TOM, particulièrement en Nouvelle-Calédonie, où la tension actuelle exige des décisions urgentes et audacieuses. La France doit prendre des initiatives contre le système



Paris 1^{er} mai :
... « La solidarité
vécue dans l'action
commune
représente
la meilleure riposte
au racisme... »

Le MRAP ne peut qu'encourager ce dépassement dynamique des clivages attisés par le racisme et s'y associer.

Cela va de pair avec l'indispensable campagne d'explication qu'il faut amplifier pour démolir les mensonges anti-immigrés. Le MRAP la mène sans relâche avec ses affiches, tracts, brochures, par des articles, des débats et même des procès. Mais nous devons obtenir que les hommes politiques, les pouvoirs publics, les médias s'y engagent résolument. Avec l'impact qui est le leur, il ne faudrait pas longtemps pour que la vérité s'impose, s'ils le voulaient.

Différences : *Dans un questionnaire, le MRAP a de-*

d'échanges d'arguments susceptibles d'éclairer la question. Le MRAP se doit maintenant de susciter une meilleure compréhension de la place et du rôle des immigrés, de leurs familles, de la jeune génération dans notre société commune. Il doit montrer en quoi les principes de démocratie, chers à l'immense majorité des Français, impliquent la participation de ces hommes et de ces femmes à la vie politique, dont dépend aussi leur sort, eux qui prennent une part importante aux activités économiques, sociales et culturelles.

On peut considérer que le projet de réforme du code de la nationalité, que nous avons vigoureusement combattu, est

d'apartheid, pour une paix juste au Proche-Orient.

Différences : *Sous le vote, la lutte ?...*

A. L. : Oui. Nos instances nationales, nos fédérations, nos comités locaux n'ont jamais mis la lutte entre parenthèses. Nous élaborons les modalités de notre action pour la prochaine période, en fonction des modifications intervenues. Les objectifs du MRAP me semblent traduire les espoirs profonds d'une majorité de l'opinion. Pour les atteindre, nous faisons appel à tous ceux, quelles que soient leurs appartenances politiques ou culturelles, qui ont à cœur d'agir pour une République vraiment républicaine.

■ MENSONGES ET VERITES

Le thème favori de l'extrême droite : l'immigration. Porteuse de tous les maux, elle coûte cher, vole le travail des Français, ruine la Sécurité sociale et alimente le plus gros de la délinquance. Un discours rabaché jusqu'à devenir pour quelques-uns une quasi-évidence. La vérité est toute différente.

■ De plus en plus nombreux ?

Il y a un peu moins de quatre millions et demi d'immigrés en France — dont plus de 450 000 de la CEE et près de 130 000 réfugiés. Ils représentent 6,8 % de la population totale, la même proportion qu'il y a cinquante ans (chiffres du ministère de l'Intérieur, 1985).

■ Les immigrés coûtent cher ?

Les sommes engagées dans le logement, la formation et les services sociaux en direction des étrangers sont financées par les Fonds d'action sociale (FAS). Les fonds du FAS sont, pour l'essentiel, alimentés par les prélèvements faits sur les allocations familiales dues aux immigrés.

Les travailleurs étrangers n'ont coûté à la France ni frais ni scolarité ni frais de formation... Un million de travailleurs tout faits, c'est trois cents milliards de gagnés. Pour l'économiste Alfred Sauvy : « La France a acquis gratuitement le fruit de dix millions d'années de travail ».

■ Les immigrés pillent la Sécu ?

Comment le savoir ? Il n'y a pas de différenciation possible dans les comptes de la Sécurité

sociale. La seule source disponible est une étude des élèves de l'ENA (1984). Les conclusions en sont que les immigrés consomment proportionnellement moins de prestations médicales, qu'ils contribuent plus à la compensation des régimes déficitaires. Ainsi, en 1982, ils étaient 8,3 % des cotisants et seulement 6,3 % des dépenses du régime général. Les immigrés, moins âgés que la moyenne générale participent aux paiements des retraites des Français et certains d'entre eux ne la perçoivent jamais une fois rentrés au pays.

Le seul domaine où les immigrés sont plus représentés aux titres des dépenses, c'est pour les accidents de travail. Tout simplement parce qu'ils occupent les postes les plus dangereux et les plus pénibles. Selon l'économiste René Tendon : « Lorsqu'un Français passe plus de cinq séances par an avec son médecin, l'Européen du Sud en passe quatre et le Maghrébin à peine plus de trois ».

■ Les immigrés sont des délinquants ?

La délinquance, c'est le fait, d'abord, des hommes, des jeunes et des plus pauvres. La population immigrée est largement plus masculine, plus jeune et plus pauvre que la population totale. Mais pour le même âge et le même sexe, il n'y a que de faibles écarts entre la délinquance des Français et celle des étrangers. Les étrangers sont plus souvent condamnés par défaut, plus souvent placés en détention provisoire, moins souvent aidés par des mesures éducati-

ves. En outre, nombre de « délits » ressortent de la situation spécifique des étrangers (faux papiers, papiers dépassés ou titres de séjour non en règle) et sont comptabilisés comme délinquance des étrangers. Ces délits ne devraient pas être pris en compte dans les comparaisons : en « massifiant » les statistiques, les résultats sont faussés. Qu'importe puisqu'ils « prouvent » ainsi une « aptitude » plus élevée des immigrés à la délinquance !

Quelques réponses à quelques préjugés les plus éhontés.

■ Ils volent le travail des Français ?

Ridicule. Rappelons simplement que de 1974 à 1986, le nombre des étrangers travaillant en France à légèrement baissé alors que le chômage passait de moins de 400 000 personnes à plus de deux millions et demi. Les chômeurs français sont pour 60 % des femmes, pour 56 % des jeunes et pour 14 % des cadres et techniciens ou employés. Pourraient-ils, voudraient-ils assurer les travaux pénibles, dangereux et mal payés le plus souvent dévolus aux immigrés ?

Producteurs les immigrés ont construits 25 % des voitures françaises, 90 % des autoroutes et 33 % des logements de ce pays. Ils sont pour 25 % dans la croissance de la puissance économique française et donc du bien-être de la population. Ils sont aussi des consommateurs. Sur quatre-vingt-dix milliards de salaires, les deux tiers sont dépensés en France, dans des commerces français. A Montbéliard, vidée de ses immigrés par la récession, la ville s'asphyxie, les commerces sont en difficulté, les classes ferment, des logements se vident...

Alors oui, il y a du chômage, mais les solutions à la crise sont d'ordre politique et économique. En accusant les immigrés d'être responsables de la situation, certains hommes politiques tentent de dégager leurs responsabilités en désignant des bouc-émissaires.

■ Des solutions ?

Pour qu'il y ait solution, il faut déjà qu'il y ait un problème. Le « problème de l'immigration » n'existe que parce que les vraies réponses aux vrais problèmes (logements, emploi, formation...) restent cachées. Les campagnes anti-immigrés sont odieuses, elles sont dangereuses. Elles sont aussi et avant tout fausses et mensongères.

Les immigrés sont venus en France à l'appel des grands groupes industriels et avec l'appui des différents gouvernements passés. Ils ont aidé à reconstruire et à développer notre pays. Et l'on voudrait les renvoyer dans leur pays d'origine où rien n'existe pour les accueillir ? La seule façon de supprimer les migrations économiques, c'est d'aider à notre tour au développement de ces pays autrefois pillés par le colonialisme. Ce qui suppose un autre ordre économique, d'autres relations internationales et nous en sommes encore loin...

La vérité, c'est que l'immigration est une chance pour la France, une richesse, un apport d'hommes, de travail et de force. Il en a été ainsi tout au long de notre histoire et notre identité s'est ainsi forgée. Aujourd'hui encore, un tiers des Français ont une origine étrangère directe. Et ceux qui jouent sur la peur et l'ignorance devraient être prudents dans leurs références et citations historiques : la plupart des rois de France épousèrent des étrangères et l'armée de Jeanne-d'Arc était pour l'essentiel composée de gens d'armes d'un peu partout. Cela dit au hasard... □

R. F.
On lira avec profit la brochure rééditée par le MRAP : **La vérité sur les immigrés en France** (MRAP, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris).

■ LES MAGISTRATS CONTRE LE PARQUET

En avril dernier, Khaled Ouahab était expulsé en Algérie. Ce jeune homme de vingt-trois ans vivait en France depuis vingt ans. Khaled purgeait une peine de prison pour un vol sans violence. Trois jours avant sa libération anticipée pour bonne conduite, un arrêté d'expulsion lui était notifié, en contradiction avec l'avis de la commission des expulsions. Son avocat demande alors le report de sa libération pour avoir le temps de déposer une requête. Le juge d'application des peines est d'accord mais le parquet fait appel — suspensif — de la décision du juge et Khaled Ouahab est expulsé vers un pays qu'il ne connaît pas.

Entre temps, les magistrats du tribunal de grande instance de Saint-Nazaire, s'appuyant sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit que : « Toute personne doit disposer du temps nécessaire pour préparer sa défense », rejette l'appel du parquet. La décision du tribunal ne change rien pour Khaled Ouahab, seule une décision du ministère de l'Intérieur peut lui permettre de revenir dans le pays où il vit depuis vingt ans. Le tribunal a jugé trop tard, encore qu'il ne soit jamais inutile de réaffirmer certains droits et principes. □

■ COLONIES FRANÇAISES : LA FIN DE L'ESCLAVAGE



Comme l'apartheid aujourd'hui, l'esclavage eut durant plusieurs siècles des lois qui en fixaient la légalité. Ainsi, selon les Archives coloniales : « Un esclave étant possédé par un droit héréditaire ne peut être vendu par son maître sans un jugement formel »... Il fallait donc pour l'abolir de nouvelles lois. D'abord décrété en février 1794 par la convention montagnarde, l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises ne trouve sa forme définitive qu'en 1848. Après de multiples insurrections dans les colonies et la constitution d'un

mouvement d'opinion anti-esclavagiste en France métropolitaine, le décret du 4 mars 1848 décide « l'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République ». Il constitue une commission présidée par Victor Schœchler, sous-secrétaire d'Etat, chargée d'en organiser les modalités. Les puissances coloniales du XVIII^e siècle, dont sont héritières les nations les plus influentes d'aujourd'hui (un hasard ?) mirent plus d'un siècle à se débarrasser de l'horrible Code noir concocté par Colbert considéré de son vivant comme un « brillant économiste ».

Depuis 1983, une circulaire du ministère de l'Education nationale (datée du 30 mai) demande que l'abolition de l'esclavage soit commémorée chaque année dans les établissements scolaires. Les départements d'outre-mer pour leur part célébrèrent cette abolition en fonction de leur propre histoire et des luttes de libération locales : 22 mai pour la Martinique, 28 mai pour la Guadeloupe, 20 décembre pour la Réunion, 10 juin pour la Guyane. Car, l'histoire de l'esclavage n'est pas autre chose que l'histoire des luttes d'esclaves.

Revue d'études Palestiniennes

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des études palestiniennes



SOULÈVEMENT GÉNÉRAL

LA RÉVOLTE DES PIERRES

N° 27 Printemps 1988

Le N° 55 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 180 F Etudiants (sur justificatif), 155 F

Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard-Palissy - 75006 Paris

■ BEGUE ? VIREE

L'exclusion, c'est souvent le racisme au faciès ou à la couleur de peau. Elle prend parfois des formes plus insidieuses. Marie-Madeleine est dactylo chez Esys, une filiale d'Elf-Aquitaine à Arnouville. Elle y travaille depuis cinq ans, sans problème apparent. Et au bout de cinq ans, son employeur découvre que le bégaiement, dont elle souffre, « porte préjudice à l'image de l'entreprise ». Elle est licenciée.

Une histoire banale de licenciement abusif — sans doute dû à une appartenance syndicale affichée — mais appuyée sur une argumentation douteuse. Aujourd'hui, les bègues sont dans le collimateur d'Elf (comme si un bégaiement était invalidant et gênant pour taper à la machine !). Demain les presbytes et les porteurs de lunettes ? □

■ USA : JOUR J

Les services de l'émigration américaine n'ont pas chômé durant ce dernier mois. La loi faisait obligation aux millions de clandestins vivant aux USA de régulariser leur situation avant le 5 mai. La régularisation étant largement facilitée par la multiplicité des preuves acceptées en justificatifs des cinq années de présence exigées.

Un million quatre cent mille clandestins ont choisi de jouer le coup. En cas d'acceptation de leur dossier (ce devrait être le cas pour 95 p. 100 d'entre eux), ils pourront séjourner et travailler officiellement aux USA.

Mais plus de trois millions de clandestins n'ont pas eu, a tort ou à raison, la moindre confiance dans l'initiative de l'administration américaine. □

Prêt-à-Porter Féminin - Paris
Spécialiste : Robes, Ensembles, Chemisiers
CREATIONS
yazorel
DETAXE A L'IMPORTATION
23, rue Sainte-Apolline - 75002 PARIS
Tél. : 40.26.88.05 - Métro : Strasbourg-Saint-Denis

billevesée..

DIFFUSION **scarlou**

VENTE EXCLUSIVE AUX PROFESSIONNELS

prêt à porter

35, rue des petits carreaux

75002 paris • ☎ 233.48.36

QUID SA

48, rue du Château d'Eau

75010 PARIS

Tél. : 42.08.44.65

Télex : 240 969

L'AGNEAU DORÉ

CRÉATIONS PARIS-CUIR
TÉL. 206.89.17 (lignes groupées)

FABRICANT-GROSSISTE-VENTE DIRECTE
SPÉCIALISTE DE LA FOURRURE
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

Prêt-à-porter hommes-femmes
10 % de remise à la caisse
VÊTEMENTS CUIR - MOUTON RETOURNÉ
BLOUSONS - VESTES - MANTEAUX

Ouvert du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures,
sans interruption

44, rue des Vinaigriers (dans la cour)
75010 Paris

Métro : Gare de l'Est - Jacques Bonsergent

■ RETOUR : LES CHIFFRES

La revue de l'Office des migrations internationales, *Actualités-Migrations*, vient de publier les résultats de la politique de « réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine ».

Entre 1984 et 1987, 28 046 personnes ont demandé à bénéficier de ces aides au retour. Avec les enfants et les conjoints, 65 088 immigrants sont rentrés dans leur pays d'origine.

60 % étaient des Maghrébins, le tiers travaillait dans l'industrie automobile, 95 % étaient mariés mais 60 % vivaient seuls en France. Enfin, 60 % avaient plus de quarante ans. La répartition professionnelle était la suivante : 65 % d'ouvriers spécialisés, 28 % d'ouvriers qualifiés, 5 % de manœuvres pour seulement

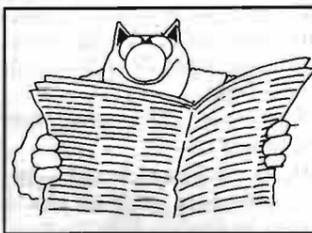


0,32 % de techniciens. Les deux tiers d'entre eux travaillaient dans l'automobile, le bâtiment, la chimie ou la fonderie.

La plupart étaient des résidents de longue date : 50 % avaient plus de dix ans de travail en France et seulement 3 % étaient arrivés depuis moins de dix ans. □

□ SUR LES RAYONS

Les rayonnages des bibliothèques universitaires sont parfois très mal fréquentés. A Perpignan, on y a trouvé *Le Mythe d'Auschwitz* de Wilhem Staglich. Un ouvrage qui valut condamnation à son auteur et fut interdit en Allemagne. Il s'agit d'un véritable manuel des thèses du révisionnisme : négation de l'existence des camps de la mort, négation des chambres à gaz...



On y trouve aussi un appendice signé Faurisson avec pour sous-titre : *Une extermination improbable, invraisemblable, impossible, fictive*. Faurisson a été sanctionné en France.

Dune est né. Il s'agit d'un mensuel algérien, en partie conçu et préparé en France. Le numéro zéro, tiré à 100 000 exemplaires, comporte notamment des textes d'intellectuels algériens sur les territoires occupés par Israël et un dossier sur l'enjeu électoral français que constituent les Beurs. A suivre.

Le directeur de la bibliothèque universitaire de Perpignan explique que l'ouvrage lui avait été demandé par un enseignant qui en avait besoin pour sa documentation. Depuis l'ouvrage était resté en rayon. Soit, mais il va aussi plus loin, arguant que « *La déontologie d'un conservateur est de répondre à la demande et de n'opérer aucune censure.* »

Très bien M. le Directeur, ces principes vous honorent, rappelons simplement que la loi française définit le racisme comme un délit et que des tribunaux ont rendu dans ce pays des arrêts affirmant que les propos « portant atteintes à des valeurs aussi fondamentales que le souvenir des victimes des génocides » étaient condamnables. Et ils le furent. Il est vrai que *Le Mythe d'Auschwitz*, interdit en RFA ne l'est pas en France. On se demande pourquoi. □

■ RENTREESCOLAIRE : PRIORITE NULLE

Dans les zones d'éducation prioritaire de Nanterre, Colombes et Gennevilliers, plusieurs fermetures de classes sont envisagées pour la rentrée de 1988. Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur des Hauts-de-Seine, n'a pas compris et

□ NOSTALGIE

Le centre universitaire parisien d'Assas fut un temps le terrain privilégié des groupuscules d'extrême droite. Il semble que le GUD (un groupe de nazillons) ait la nostalgie de ce temps pour lui béni.

Le syndicat étudiant PSA a vu plusieurs de ses adhérents contraints de sortir des locaux sous protection policière et deux d'entre eux ont fini à l'hôpital. Toutes les démarches auprès des autorités publiques (universitaire, préfectorale ou ministérielle) se sont révélées inefficaces. Le président de l'université a lui-même été menacé pour avoir autorisé une réunion de l'Union des étudiants juifs. Il affirme pourtant que le GUD n'a que « *peu d'impact* ».

Reste que rien que, au début de l'année universitaire, deux agressions — l'une contre un étudiant, l'autre contre un membre du personnel — sont à ajouter au bilan d'action du GUD. Autres « actions » : agression d'une étudiante le 16 mars, une autre le 17 mars et une troisième le 18. Combien d'agressions avant que ces néo-nazis ne soient interdits de séjour dans la fac ? □

■ HENRI CURIEL

Le 4 mai 1978, Henri Curiel était assassiné à Paris par deux tueurs professionnels. Il avait été la cible, peu de temps auparavant, d'une violente campagne de presse le dénonçant comme agent du KGB et chef du terrorisme international. Gilles Perrault a consacré un livre à cette homme à part, à ses activités au service des peuples. Deux petits volumes qui éclairent aussi largement notre histoire contemporaine. □

Un homme à part, de Gilles Perrault, au Livre de poche.

■ L'HUMAINE DECISION

Sayed Solaiman, militant du Bangladesh Nationalist Party a fui son pays en 1983, après un coup d'Etat. Mais pour l'OFPRA, il ne s'était rien passé là-bas qui justifie une protection. On lui refusa donc le statut de réfugié politique, refus confirmé en 1985.

La suite, c'est en 1986, un ordre préfectoral de quitter le territoire français. Nouveau recours de Sayed, nouveau refus. Sayed a été condamné en 1986 à deux fois trois ans de prison au Bangladesh pour « aide à profiter indûment des avantages du pouvoir national ».

N'empêche qu'en avril 1987, on lui notifie un arrêté de reconduite à la frontière. Il est à Roissy le 8 avril, mais refuse d'embarquer dans l'avion.

Son parcours ne s'achève pas là. Il est déferé au tribunal de Bobigny. En décembre, on lui refuse à nouveau le statut de réfugié : le jugement arrivé du Bangladesh n'est accompagné « d'aucune explication des infractions qui lui sont reprochées ».

En clair, Sayed est soupçonné d'être un droit commun fuyant pour éviter de payer des délits crapuleux. Il faudra attendre qu'Amnesty International fournisse la traduction du jugement et démontre que Sayed risque en fait la perpétuité pour son activité politique pour qu'on lui reconnaisse enfin la qualité de réfugié politique.

Quatre ans de procédure pour éviter la prison, la torture et, sans doute, la mort.

C'est la première fois depuis 1968 qu'un tribunal prend une décision de ce type qui ne garantit pas que l'OFPRA donnera le certificat de réfugié politique, mais donne la certitude à Sayed Solaiman de ne pas être renvoyé au Bangladesh. Une décision de justice qui valait d'être citée. □

■ AFRIQUE DU SUD :

VOYAGE EN DOUCE

Le 16 juin 1976, à Soweto, l'armée sud-africaine ouvrait le feu sur une manifestation de lycéens. Des dizaines et des dizaines d'entre eux furent tués. Ce massacre et les manifestations de protestations, en Afrique du Sud et dans le monde entier, qui le suivirent marquèrent le début d'une nouvelle vague anti-apartheid. Douze ans après, un groupe de jeunes Français s'est rendu en Afrique du Sud, à l'initiative de Frères des

Hommes. Ils allaient, sur place, mesurer la réalité sud-africaine. Partis en touristes pour éviter les problèmes avec les autorités, ils se sont très vite heurtés au réel. Leur vision de l'Afrique du Sud est celle de leurs rencontres, limitées par la clandestinité imposée aux organisations anti-apartheid. Nelly et Michel nous ramènent un carnet de notes plutôt qu'un reportage, des impressions plutôt qu'une analyse.



Sylvie, une Vosgienne à Soweto.

Différences : Votre arrivée à Johannesburg ?

Nelly : Dès Athènes, il y avait des Sud-Africains : un couple blanc se moquait des Indiens. C'était déjà l'Afrique du Sud. Les Indiens sont passés devant et dans leurs réactions, il y avait déjà toute l'hypocrisie sud-africaine...

Michel : J'ai tout de suite perçu la façade d'honorabilité que veut se donner l'Afrique du Sud. Ça ressemble aux villes américaines, beaucoup de Noirs dans la journée, la nouvelle middle-class noire, mais qui reste très minoritaire : la façade.

Le deuxième soir, nous étions chez un religieux pour la veillée pascale, à Soweto. On a dîné dans les familles, dont

certaines avaient connu la répression.

Différences : Le contact de jeunes Blancs avec le ghetto, c'était difficile ?

Michel : Non, c'était formidable. Ils m'ont dit : « Ta présence est une victoire. » Ils étaient très heureux, les larmes aux yeux, une chaleur et un accueil incroyables. Ils veulent tout savoir de nous... Je n'ai pas rencontré de racisme renversé.

Différences : La répression, les descentes de police, les contrôles sont-ils toujours aussi durs ?

Nelly : On nous a dit que la situation n'avait jamais été aussi dure. Dans certaines écoles de Soweto, la police vient toute

les deux heures. En 1984, elle encerclait carrément l'école. On sent les autorités blanches constamment, même si elles n'y sont pas. Les limites de ce voyage, c'est que les gens rencontrés ne disent pas : « On est engagé là ». C'est impossible.

Michel : La chasse aux militants continue...

Différence : Vous arrivez quelques semaines seulement après l'interdiction des dix-sept organisations anti-apartheid ?

Michel : Oui et les gens du Black Shash de Port Elisabeth étaient pessimistes. Ils se demandaient comment les liaisons entre les organisations allaient pouvoir se faire : des années de travail à refaire.

Nelly : Tout ce travail, nous ne pouvions pas le sentir. Autre chose, beaucoup de gens nous ont parlé de « bain de sang » à venir. Ils appellent les Occidentaux à intervenir et sans cela, j'ai peur que ce bain de sang ne soit porter au passif de la communauté internationale. On nous a dit : « Si vous voulez changer les choses ici, il faut frapper au porte-monnaie. »

Différences : Cette répression donne-t-elle l'impression d'être efficace ?

Michel : Ils sont tous très pessimistes, mais cela durcit aussi les opposants. Ce qui qui effraie, en retour, c'est l'impression que tout est si bien ficelé.

Nelly : Les bannissements ont porté un coup très dur, mais le militantisme continue, le combat continue. Je crois que c'est une phase, mais la situation m'apparaît mille fois plus compliquée qu'avant de partir. A signaler les déportations : on vire des gens en masse de leur territoire ancestral. On les entasse dans des baraques par dizaines de milliers. Certains restent sous tentes parfois des années.

Différences : Et les Blancs sud-africains ?

Michel : Une anecdote : à la fin du voyage nous sommes tombés en panne et un afrikaner nous a invité chez lui. Revolver dans la boîte à gants, une affiche de l'auto-défense dans le garage... Son discours, un raciste primaire : « Les Noirs sont des primitifs qui ne savent que boire, dormir et manger. »

Nelly : A chaque contact, on sent très fort la volonté des Blancs d'être très gentils, ouverts pour expliquer ensuite leur Afrique du Sud. Ce sont les Blancs paternalistes : dans une ferme, on nous a fait visiter, la bonne a servi le café et l'on nous a présenté l'homme (noir) qui s'occupait du bétail. La femme soulignait : « Ils sont intelligents ces Noirs, un jour ils progresseront mais pour l'instant... », sans penser une seconde que nous pouvions parler directement à cet homme.

Différences : Il y a les autres, ceux qui sont contre l'apartheid ?

Michel : J'ai rencontré une famille qui soutenait Botha, les enfants nous ont dit qu'ils souffraient de la situation. La fille votait Botha, par peur de l'avenir. Son ami était au contraire très militant, affirmant que, en cas de *clash*, il combattrait au côté des Noirs... On se rend compte que la vie quotidienne des Blancs non « purs et durs » est bloquée, sans avenir. Les Noirs, eux, apparaissent, en voie de libération, dynamiques.

Différences : Des rencontres marquantes... ?

Michel : Winnie Mandela, impressionnante. C'était juste avant le départ. Elle va droit au fait. Elle n'a pas voulu rouvrir les blessures en parlant de Nelson Mandela et considère que le combat des jeunes, contre l'apartheid, c'est le plus important. Elle nous a décrit ce système : raciste et fasciste. Elle nous a presque fait un cours d'éducation civique sur le vote.

Nelly : On lui a demandé si l'ANC était toujours *up to date*. « Il n'y a pas un mot à changer », a-t-elle répondu. □

Propos recueillis par
FRANCK TÉRUEL

■ VOYAGES EN AFRIQUE DU SUD : LISTE NOIRE

Le centre anti-apartheid de l'ONU publie chaque année un rapport où figurent les sportifs ayant eu des liens avec l'Afrique du Sud. En France, la publication de ce rapport ne fait généralement pas trop de vagues. Il en va autrement dans d'autres pays où les autorités sportives boycottent systématiquement les sportifs qui s'y retrouvent. C'est le cas des pays scandinaves. D'une façon générale, note le rapport, la pression anti-apartheid est déjà suffisante pour que le niveau des athlètes et sportifs se rendant en Afrique du Sud soit de qualité médiocre : peu de champions de très haut niveau parmi ceux qui se compromettent avec l'apartheid.

La liste des Français qui ont rompu les consignes de boycott est cependant assez longue : une centaine de noms.



L'équipe de France de rugby en RSA.

get, Tulasne et Leconte, mais aussi tous les pilotes de F1 (aujourd'hui repentants pour la plupart) et de moto. Les rugbymen français figurent en bonne place, emmenés par leur président Ferrasse et suivis de quelques golfeurs.

Une liste qui désigne d'autres responsables : les dirigeants sportifs de quelques fédérations (rugby, auto et moto) qui persistent à organiser des tournées ou des compétitions dans un pays où la majorité noire n'a même pas accès aux stades.

■ UN FRANÇAIS EN APARTHEID

« J'ai aidé, en Afrique du Sud, ceux qui combattent l'apartheid ; et j'ai écrit ces lignes pour dire combien cela me fut naturel. J'ai servi de courrier, transmis des messages, transporté des armes ; et aucun de ces actes ne m'a paru exceptionnel. Je voudrais croire que la plupart des Français de ma génération, placés dans la même situation, auraient fait de même. »

En sept lignes, les sept premières de son livre, Pierre-André Albertini résume tout ce qu'il a vécu en Afrique du Sud. La reconnaissance d'une situation inacceptable, l'engagement aux côtés de ceux qui luttent. Le reste (la prison, les coups, l'expulsion) en découlait.

C'est simple et clair comme l'auteur, un jeune Français comme les autres et dont les lecteurs de *Différences* avaient déjà pu mesurer la modestie dans l'interview qu'il nous accordait à son retour.

Pas de révélations, ni de spectaculaires explications dans ce livre dont la portée est plus large et plus profonde. Au fil des pages, Pierre-André Albertini nous fait rencontrer ses amis, partager ses découvertes.

C'est l'apartheid au quotidien qu'il nous montre, celui qui humilie chaque jour, celui dont on parle peu. La résistance du peuple sud-africain, nous la découvrons faite de milliers de petits gestes, de petites rébellions, d'immense dignité. Les townships, bien sûr, mais aussi le campus de Fort-Hare où la grève étudiante quasi permanente prend des allures de guérilla tactique, s'ar-

darité entre « politiques », le procès, complètent le portrait de cette Afrique blanche paranoïaque et crispée mais si dangereuse. Un livre écrit avec retenue, presque clinique et pourtant plein de la chaleur d'un peuple. Un livre urgent, précis. Un coup de point à l'apartheid donné par un jeune Français qui racheta par son comportement bien des compromissions de nos gouvernants. □

R.F.

Un français en apartheid, de Pierre-André Albertini, éd. Gallimard.



Pierre-André Albertini

■ TOUJOURS

Les Six de Sharpeville sont encore en sursis que le pouvoir sud-africain continue de condamner à la potence ses opposants les plus résolus. Deux membres de l'ANC, revendiquant le statut de combattant viennent ainsi d'être condamnés neuf fois à la peine de mort : la haine poussée au grotesque.

Autre procès en cours, au Cap, ou quinze Noirs de 19 à 29 ans sont accusés d'être membres de l'ANC et risquent, eux aussi, la pendaison. □

REVUES

■ **Croissance des jeunes nations** de mai présente les femmes de Santiago, les exclus de Récife et René Dumont de retour d'Egypte. Egalement au sommaire, un dossier de huit pages : Un milliard de sans-abri. (162, bd Malsherbes, 75859 Paris Cedex 17, 26 F).

■ **Expressions**, le journal de la FASTI propose un dossier sur la nouvelle citoyenneté (7, square Vitruve, 75020 Paris).

■ **L'ethnocide des Kanaks** fait la Une de **Bwenando**, le premier journal de Kanaky, qui révèle comment des milliers de livres et documents sur la culture Kanake ont été jetés et brûlés par les autorités locales (BP 1671 Nouméa).

■ Le livre et l'émigration, édité par **Hommes et Migrations** (mai 88) aborde tous les aspects de la question. Avec une bibliographie en fin de texte et un deuxième volume à paraître en juin (40, rue de la Duée, 75020 Paris, 25 F).

■ Six pages avec Johnny Clegg - le Zoulou blanc - dans **Paroles et musiques** de mai. Clegg, antiraciste convaincu et star de la musique, nous fait découvrir la culture zouloue (à nous d'aller plus loin). Il est aussi témoin. (En kiosque, 20 F).

■ **Virages** est une revue belge et bonne. Le n° 13 vient de sortir avec un dossier sur la crise et quelques pages sur les fondamentalistes religieux américains. Dix autres pages sont consacrées aux réfugiés dans le monde (18, rue de la Sablonnière, 1000 Bruxelles).

■ **France-URSS** d'avril nous est parvenu très en retard. Dommage, mais les petits fûtés qui pourront se le procurer y trouveront une douzaine de pages sur la crise arménienne : Les raisons de la colère (61, rue Boissière, 75116 Paris, 13,50 F).

A 25 minutes de Paris par A4, dans un parc de 30 hectares

Château de Grande Romaine



HOTEL ***
RESTAURANT

NOUVELLE SALLE MODULABLE
DE 100 A 300 PERSONNES
DONNANT SUR LE PARC

OUVERT TOUTE L'ANNÉE

pour vos réceptions casher... sous le contrôle du Beth-Din de Paris

MARIAGE - BAR MITZVA - BRIT MILA • Conférences - Séminaires - Congrès

JOURNÉES DE DÉTENTE

RENSEIGNEMENTS : M. ABITBOL (Direction) 77330 LESIGNY

☎ (1) 60.02.26.01 - 60.02.21.24

galerie denise rené

196 boulevard saint-germain
75007 paris tél. : 42 22 77 57
câble denisgal

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de

SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce

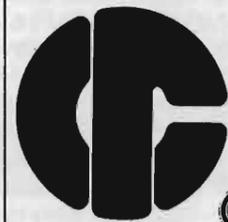


222 2733

LE REFUGE SPORTS

LE REFUGE

46, rue Saint-Placide 75006 Paris



CARCONS RAJA

20, rue rampal - 75019 paris
tél. : 202.60.90
télex : 670114



PASNIC

Galerie Editions

6, rue Martel - 75010 PARIS

ART 19' 88 BALE

Du 15 au 20 juin 1988

Stand Z 14.437

Les « Français » et les « Kanaks »



Dix-neuf
tombes
pour
dix-neuf
indépen-
dantistes

Que les choses tournent mal en Nouvelle-Calédonie, c'était prévisible, presque annoncé, et il ne manque pas de voix ici ou là pour dire : calculé.

Les appels de Jean-Marie Tjibaou (cf. *Différences* de mai) en direction de l'opinion publique française, dénonçant les humiliations imposées depuis des décennies au peuple kanak, les injustices faites au nom de la République, et annonçant que tout était désormais possible là-bas n'étaient donc pas de vains mots.

La volonté de casser un peuple a conduit des jeunes de ce peuple à attaquer une gendarmerie, tuant quatre gendarmes et emmenant une vingtaine de prisonniers. Quatre morts : le prix de la politique coloniale menée depuis des années et accentuée depuis deux ans était déjà très lourd.

Et le mensonge a commencé ici, lorsque les pouvoirs locaux et le ministre des DOM-TOM ont décrit les corps découpés à la hache. C'était faux, mais cela rajoutait une « utile » note de barbarie à ces morts et pouvait justifier la suite par avance.

Les militants kanaks voulaient-ils tuer leurs prisonniers que cela leur aurait été facile : ils disposaient d'armes modernes prises aux gendarmes et n'auraient pas permis au chef du GIGN d'aller et venir librement.

Ce sont des troupes d'élite qui

ont été envoyées sur place. Des soldats professionnels formés aux coups durs et prompts à tirer.

C'est l'habitude là-bas : Pierre Declercq en 1981, Eloi Machoro en 1985, sans parler des dix tués de Hienghène dont les meurtriers furent acquittés. Il y a là une continuité du terrorisme au service d'intérêts puissants, ceux des caciques du RPCR.

A Ouvéa, tout était prêt : l'île interdite à la presse, embargo militaire sur les informations, vocabulaire colonial (sauvages, rebelles) et soigneuses distinctions au moment des bilans : Pierre Messmer parlera de « Français morts » et de « Kanaks morts ». Les Kanaks ne sont déjà plus des citoyens, on peut donc leur envoyer l'armée.

Quelques jours auparavant, le Premier ministre osait parler « de dizaines et dizaines de viol » commis par les militants FLNKS en 84-85. Aucun rapport de gendarmerie n'en a jamais fait état, aucune plainte n'a jamais été déposée. Détail qui en dit long sur le mépris que l'on peut avoir dans certains cercles pour ce peuple (et pour la vérité). Pourquoi ce coup de force sanglant du gouvernement, pourquoi ce refus de la négociation ?

On sait comment Alphonse Dianou et l'un de ses camarades sont sortis, désarmés et les mains en l'air : « Alphonse...

était avec Wenceslas Lavelloï. Nous suivions tous derrière. Une fois sortis de la grotte, les militaires nous ont fait coucher par terre. Puis un militaire a tiré un coup de feu sur la jambe d'Alphonse. ... D'autres militaires sont venus vers le brancard, ont arraché les tuyaux et ont renversé le brancard. Le corps d'Alphonse a roulé sur les cailloux et a été frappé à coups de rangers et de crosses de fusils ... »

Les témoins cités par *Le Monde* ou *l'Humanité* ne sont pas des militants. Leurs récits se recourent. Au passage, l'un d'entre eux s'est aussi vu appelé et s'est aussitôt écroulé, d'un coup de fusil. Il est maintenant enterré. Le FLNKS n'a jamais été contacté par Bernard Pons pour aider éventuellement à des négociations. Pas plus que ce même ministre n'a tenté au cours des derniers mois de simplement écouter d'autres voix que celles de ses amis politiques locaux. Alors, on n'ose penser le pire de la part d'un ministre qui se vantait de bien faire voter les Dom-Tom. Mais le parti indépendantiste modéré LKS n'hésite pas : « MM. Pons et Chirac se sont conduits comme de véritables assassins... Ils auraient pu éviter la boucherie.

Et l'Eglise évangélique d'enfoncer le clou : « Si ce drame a pris une telle ampleur, c'est que la politique du gouverne-

ment français y a trouvé un intérêt électoraliste. »

Et il est vrai que l'ordre d'intervenir est venu de Paris, aux plus hauts niveaux. Mais quoiqu'on en dise, le problème n'est pas né de la mort de quatre gendarmes tués par des hommes désespérés et ne se clôt pas par les vingt-trois tués des grottes d'Ouvéa.

Les élections présidentielles sont passées. Elles se sont traduites par un échec cuisant du candidat de droite, et le passif calédonien n'y est sans doute pas pour rien.

Une page peut être tournée qui reconnaisse enfin les droits du peuple kanak sur sa terre. Ce sera long, difficile.

Il faudra plus que des commissions, plus que des statuts et des lois nouvelles. Il faudra rétablir la confiance et le dialogue, désamorcer la bombe amorcée par les néo-colonialistes, reconnaître enfin les droits du peuple Kanak. A ce prix seulement l'explosion puis l'enlèvement dans la violence pourra être évité.

Que ceux qui ont gagné ces élections n'oublient pas que dans la foule qui était le résultat du 8 mai, beaucoup manifestait leur solidarité au FLNKS. □

FRANCK TERUEL

L'absolution donnée aux tueurs

On trouve des journaux pour imprimer ça : « De tous temps, les Canaques ont fait de la ruse la principale de leurs armes.

La plus courante est d'accueillir avec force démonstration d'amitié, celui ou ceux dont on a décidé le meurtre.

Par ailleurs, il est de tradition chez les Canaques d'attaquer par derrière, après une approche discrète. En effet, ils répugnent au combat face à face, pour la raison que l'homme dont le regard croise le fer est un homme courageux qui mérite de vivre... »

C'est publié dans la Voix du Nord et ça ne mérite pas de commentaire. Il fallait quand même le citer pour comprendre la mentalité de certains « spécialistes ». ■

■ **CISJORDANIE.** L'hebdomadaire palestinien *Al Awdah* est fermé par les autorités israéliennes (2 mai).

■ **POLOGNE.** La milice polonaise intervient contre les grévistes de Nowa-Huta (35 000 ouvriers). Les affrontements durent plusieurs heures. (4 mai).

■ **COMPLICE.** Un ancien chef du service photo du Centre de documentation sur le nazisme de Berlin a

mion avaient ouvert le feu sur la foule. Leurs victimes avaient onze, seize et vingt ans (4 mai).

■ **LIBAN.** L'armée israélienne intervient au Sud-Liban contre les milices chiïtes libanaises. Trois soldats israéliens sont tués. (2 mai).

■ **TRIBUNAUX TURCS.** 150 000 militants syndicaux et politiques poursuivis pour leurs opinions ont été jugés par les tribunaux militaires turcs depuis le coup d'Etat de

Chambre des représentants vote un projet de loi interdisant tout investissement américain en Afrique du Sud et imposant un embargo commercial total à ce pays. (5 mai).

■ **COURRIER SALE.** Un jeune qui « décorait » les boîtes aux lettres de croix gammées et d'injures racistes est condamné à quinze jours de prison fermes par le tribunal de Châteauroux. (5 mai).

■ **SANS JUGEMENTS.** Trois Palestiniens tués

■ **POSEUR DE BOMBE.** La DST annonce avoir identifié le poseur des bombes de 85 et 86 à Paris. Il s'agirait d'un dénommé Bassam. La première piste s'appelait Abdallah, la seconde Gordji. La troisième et dernière (?) serait-elle la bonne ? (6 mai).

■ **BASTON.** Les groupes d'extrême-droite manifestent à Paris devant Jeanne d'Arc. De violentes bagarres éclatent : 8 blessés dont un très grave. Quatre arrestations (8 mai).

■ **FASCISTE D'HONNEUR.** Les Français votent, Le Pen parade avec les fascistes du MSI... Les fascistes italiens l'ont même fait membre d'honneur de leur mouvement. Et le « duce » français d'affirmer que le MSI et le FN « partagent les mêmes valeurs » et se battent « pour conquérir le pouvoir en France et en Europe ». Du déjà vu que cette Europe-là (8 mai).

■ **ELU.** Election présidentielle en France. François Mitterrand est élu avec 54 % des suffrages. (8 mai).

■ **ANNIVERSAIRE.** Quarante-trois ans après la défaite nazie, le 8 mai reste d'actualité. Des commémorations ont lieu dans toute la France, marquées par l'inquiétude après le score électoral de l'extrême droite. (8 mai).

■ **AGRESSION.** Un lycéen portugais est agressé par trois skinheads qui lui tirent une cartouche à grenaille en plein visage. Ils voulaient savoir pour qui il avait voté (9 mai).

■ **LIGUE ARABE.** Le sommet extraordinaire de la Ligue arabe consacré à la question palestinienne pour « trouver les moyens de soutenir le soulèvement du peuple palestinien dans les territoires occupés » se tiendra à Alger, à partir du 9 juin (10 mai).

■ **ATTENTAT.** Quatre travailleurs immigrés sont blessés dans l'explosion criminelle qui détruit partiellement leur foyer SONACOTRA de Cannes. (10 mai).

■ **KANAKY.** Plusieurs milliers de personnes manifestent à Paris leur soutien à l'indépendance kanake leur refus de la répression et leur horreur du massacre d'Ouvéa. (10 mai).

■ **BEYROUTH.** Reprise des combats entre miliciens du Hezbollah et de Amal. En quelques jours ces affrontements vont faire plusieurs dizaines de tués. (11 mai).

■ **CHILI.** Accusés de « retour illégal », deux opposants chiliens sont assignés à résidence à Puerto Arena, dans l'extrême sud du pays (11 mai).

■ **EXTRADE.** Carlos Mason, un des généraux argentins responsable de la répression pendant la dictature argentine est extradé des Etats-Unis vers son pays. (11 mai).

■ **BUDD OUT.** Zola Budd, l'athlète britannique d'origine sud-africaine racroche. Elle a décidé d'arrêter toute compétition : les pays africains avaient promis de boycotter les Jeux de Séoul si elle s'y présentait. (11 mai).

■ **LE 180°.** Un jeune Palestinien de Gaza meurt d'une balle tirée par un soldat israélien. C'est le cent-quatre-vingtième tué en cinq mois. Quatre journalistes palestiniens sont arrêtés, sans jugement, pour six mois. (11 mai).

■ **REVISIONNISTE.** L'éditeur canadien d'origine allemande Ernst Zundel est condamné pour diffusion de propagande nazie. Lors de son premier procès (en 1985), l'historien révisionniste français Faurisson avait témoigné en sa faveur. (13 mai).

■ **EVACUATION.** Les troupes soviétiques débloquent leur retrait d'Afghanistan, conformément aux accords signés à Genève. Les opérations devraient durer quelques mois. Ces troupes étaient entrées dans le pays fin 1979. (15 mai).

■ **LIBERES.** Selon Amnesty International, vingt-deux prisonniers



La campagne électorale a montré une focalisation dangereuse sur les communautés étrangères. Les antiracistes n'ont cessé de dénoncer les tentatives d'exclusion. Le ministère Rocard saura-t-il prendre les mesures indispensables pour lutter contre la xénophobie... à commencer par l'abrogation de la loi de 1986 ?

Étrange procès que celui de l'affaire Mechta, à Lyon. Un procès où trois coupables répondaient d'un meurtre et qui n'aurait guère dû soulever les passions. Sauf que, le dernier jour, les gendarmes d'élite du GIGN et les CRS se partageaient la surveillance du Palais de justice. Une inutile provocation, comme si l'exigence de la justice ne pouvait que déboucher sur la violence de rue. Car le meurtre de Nordine Mechta, en septembre 1985, les JALB (Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue) avaient décidé de refuser de le voir juger sous le coude après une série de verdicts scandaleux rendus dans des affaires similaires. Wahid Hachichi, Ahmed Boutelja, Barded Barka, Mustapha Kacir ou Aziz Bouguerra... autant de procès soldés par un non-lieu ou des peines légères. Crime raciste ou pas, le meurtre de Nordine par trois vendeurs de boîte ? La question fut assez peu évoquée au cours du procès : « Tout ce que l'on demande à la Justice, c'est qu'elle pu-

LA JUSTICE PASSE

nisse les inculpés pour les crimes qu'ils ont commis, et que la sanction soit à la mesure de leur crime et non pas selon la couleur de leur victime, selon la couleur de Nordine » déclarait Djijda Tazdait, présidente des Jalb. Des personnalités politiques et morales, dont le Mrap, avaient été invitées à suivre le procès.

La plaidoierie de l'avocat des accusés, M^e Garaud, également défenseur de Légitime défense, n'y a rien pu : les jurés ne l'ont pas suivi.

Ils n'ont pas, eux non plus, acceptés d'être complaisants dans une affaire de meurtre.

Et c'est cela sans doute la grande victoire de ce procès : un cycle de banalisation de la justice à deux vitesses a été pour une fois rompu.

Le meurtrier a pris douze ans et ses complices cinq et six ans de réclusion. Les jurés ont puni le meurtre d'un homme par d'autres hommes. □

été arrêté. Il est soupçonné de complicité dans le vol de plus de dix mille documents de l'époque nazie (3 mai).

■ **ANTISEMITE.** Le Front national « n'excluerait pas » un de ses parlementaires qui « tiendrait publiquement des propos antisémites », déclare le député lepéniste Pascal Arrighi à la revue *Passages*. Propos imprudents ? en tout cas démentis le jur même par l'intéressé (4 mai).

■ **PERMIS DE TUER.** Deux policiers sud-africains, reconnus coupables d'avoir abattu trois jeunes Noirs en 1985 ne seront pas poursuivis. Les policiers, cachés à l'arrière d'un ca-

1980. Plus de 50 000 ont été condamnés (4 mai).

■ **NAMIBIE.** La police tire sur trois mille écoliers namibiens qui manifestaient à Windhoek à l'occasion du dixième anniversaire du raid sud-africain sur Cassinga en Angola qui avait fait six cents morts. (4 mai).

■ **INHUMAIN.** Dans les Izvestia soviétiques, l'écrivain Tchinguiz Aitmatov reproche à Staline sa « férocité inhumaine » et la déportation des peuples caucasiens et tatar accusés de collaboration avec l'occupant nazi. (5 mai).

■ **EMBARGO.** Aux Etats-Unis, la commission des Affaires étrangères de la

dans les territoires occupés au cours de manifestations contre l'occupation israélienne. Un autre est condamné sans jugement à six mois de détention administrative (5 mai).

■ **LIBRES.** Un flash spécial à la radio : Kauffman, Carton et Fontaine sont libérés par leurs ravisseurs libanais. (5 mai).

■ **RETOUR.** Mme Turrence, celle du Rainbow warrior est de retour. L'agent de la DGSE vient de quitter l'atoll où la finaient les accords franco-néo-zélandais. La parole d'un gouvernement tient parfois au calendrier électoral (6 mai).

COLERES NOIRES

d'opinion ont été libérés en URSS. (16 mai).

■ **MISSION.** Le nouveau gouvernement français annonce l'envoi d'une mission mêlant fonctionnaires et autorités religieuses pour « apprécier la situation » en Nouvelle-Calédonie et « rétablir le dialogue ». (17 mai).

■ **ULSTER.** Mitrailage d'un pub catholique par des extrémistes protestants. Trois morts et neuf blessés dans l'attaque et une nouvelle nuit d'émeutes. (17 mai).

■ **MAGHREB.** Alger et Rabat renouent des relations diplomatiques normales. Elles avaient été rompues en 1976. (17 mai).

■ **AFRIQUE DU SUD.** Quatre Blancs accusés de faire partie de la branche militaire de l'ANC sont arrêtés à Johannesburg. Ils sont accusés d'avoir préparé des attentats. (17 mai).

■ **CONTRE LE RACISME.** Toutes les églises chrétiennes françaises rappellent ensemble leur condamnation du racisme et de la xénophobie. (18 mai).

■ **JEAN-PAUL II.** En visite au Paraguay, le pape rappelle, devant le dictateur Stroessner, l'importance que l'Eglise attache aux droits de l'homme. Le dictateur, lui, tente de récupérer la visite pontificale en publiant des affiches où il apparaît aux côtés du pape sous le titre : « Bénis soient ceux qui servent la paix au nom du Seigneur. » (19 mai).

■ **COLONIALE.** Olivier Stirn, nouveau ministre chargé des Dom-Tom se prononce pour l'annulation du statut Pons et qualifie de « coloniale » la situation calédonienne. (20 mai).

■ **REFUGIES.** Des milliers de personnes ont quitté leurs villages du Kurdis-

La dernière décision de l'ex-ministre de l'Intérieur est toute symbolique. Charles Pasqua a signé le texte permettant l'exploitation des machines à sous dans certains casinos français. Et alors ? direz-vous, le tiercé, le loto, le tac-o-tac existent depuis longtemps et font partie du paysage. Certes, mais derrière une décision banale – encore que discutable – il s'agit en fait de la dernière pièce manquante d'un montage qui pourrait introduire dans les casinos français une masse considérable d'argent sud-africain. Les fonds proviennent

en particulier des promoteurs de Sun-City, une ville d'Afrique du Sud entièrement consacrée aux plaisirs et aux loisirs (comprendre : les jeux et parfois la prostitution). Logique : la coopération économique avec l'apartheid ne pouvait se limiter aux manœuvres classiques et discrètes de quelques grands groupes financiers. Et dans les jeux, surtout dans les jeux, on est entre gens du même monde : celui de l'argent, du pouvoir. Quitte à balancer toute morale pour toucher le jack-pot des « valeurs communes ».

tan après que de nouveaux bombardements irakiens à l'arme chimique aient fait au moins soixante victimes civiles. (20 mai).

■ **PROVO.** Le « Duce » français n'hésite pas : descente aux Saintes-Marie de la Mer, avec force, télé et radio. En pleine cérémonie de baptême, le prêtre refuse sa présence. Les gitans aussi (24 mai).

■ **CALEDONIE.** Débuts des consultations de la mission envoyée sur place par le nouveau gouvernement. Chefs coutumiers, gendarmes, hommes politiques, les envoyés élargissent leurs contacts (25 mai).

■ **GIGN.** La publication par le Monde du rapport Legorjus sur la tuerie d'Ouvéa, provoque quelques remous. Ce rapport établit la responsabilité des autorités politiques (25 mai).

Agenda réalisé par RENE FRANÇOIS

Des files d'attente pour la nourriture aux manifestations des femmes dans le Maharashtra : l'Inde en marche



L'Inde, on en parle. Les veuves qui se suicident après le décès du mari, les assassinats politiques, les Sikhs... l'actualité y paraît souvent sanglante. Elle l'est. Pour comprendre, peut-on se contenter de cela ? Richard Garcia, passionné de l'Inde, nous propose une plongée dans l'Inde réelle. Un coup de sonde forcément limité (le pays est immense) mais profond, dans une société où l'exclusion est un pilier social et où les luttes des exclus sont constantes, souvent originales, toujours difficiles.

Dossier réalisé par RICHARD GARCIA

Piqué au vif par l'entretien que nous avons eu avec Laxman Mane pour la sortie de son livre *Oupra* (cf. *Différences* juin/juillet 1987), nous avons décidé de le suivre chez lui en Inde, au Maharashtra. Cet Etat de l'Ouest, très dynamique, d'une superficie égale à la moitié de la France pour une population de soixante-dix millions d'habitants, a Bombay pour capitale économique et politique et Poona comme capitale culturelle. Toute son histoire est marquée par une très forte tradition de luttes des basses castes contre l'ordre brahmanique établi et les noms de Shivaji ou Ambedkar qu'ils aient été des guerriers au passé glorieux ou des réformateurs de l'hindouisme restent gravés dans la mémoire collective de tous les opprimés.

Rien d'étonnant dès lors, que cet Etat soit en ébullition continue, que les associations y foisonnent et que le mouvement littéraire des *dalit*, cette nouvelle génération d'écrivains intouchables, y ait vu le jour. Ici, la lutte contre l'obscurantisme et l'exploitation qu'il engendre passe obligatoirement par l'éducation, dans cette école qui relègue l'enfant Mahar à l'écart, sinon à l'extérieur de la salle de classe afin qu'il ne pollue pas les autres élèves par son contact.

La route est encore longue, malgré tout le chemin parcouru depuis le XVIII^e siècle où les intouchables devaient porter un pot autour du cou pour que leurs crachats ne se mêlent pas à ceux des autres castes et attacher un balai à leur ceinture pour effacer les empreintes polluantes de leurs pieds. C'est à Satara, au sud du Maharashtra, que j'ai retrouvé Laxman Mane. Quelques années auparavant, il avait échoué, désespéré, dans cette ville étrangère, avec sa femme Shashi, au terme d'une course folle à travers l'Etat, poursuivi par ses beaux-parents, de la haute caste guerrière des Maratha, et les membres de sa tribu, les Kaikadi, qui avaient tous juré sa mort.

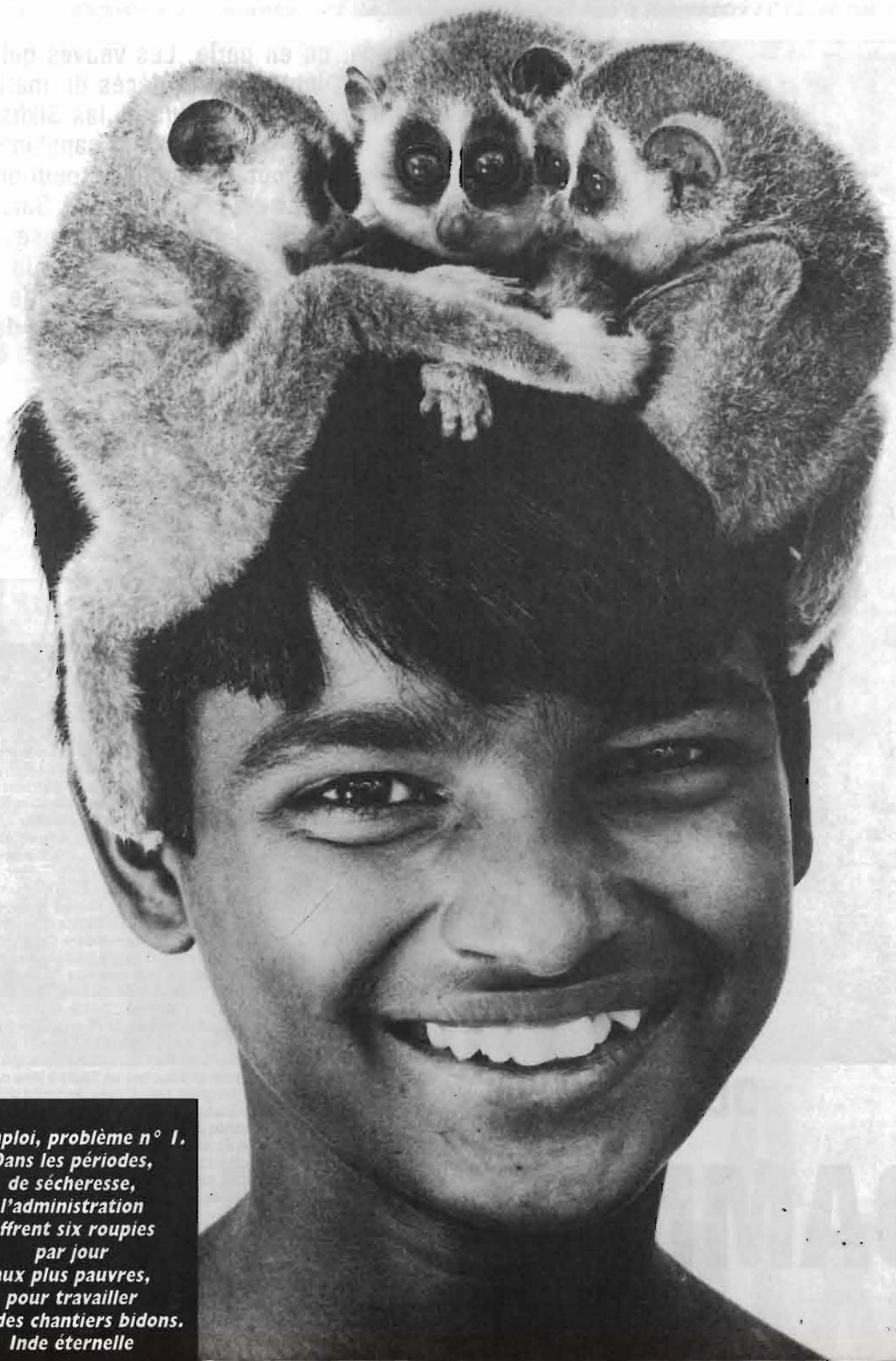
Depuis la parution de son livre *Oupra* (*Mèteque*), tout le monde ici connaît son aventure. Un beau matin, le père de Laxman reçoit un message. Incapable de le déchiffrer, il s'en va trouver le brahmane qui lui confie un tas de bois à couper, la cour à balayer et diverses petites tâches avant de lui



SINH/SIPA

INDE : LA VOIX DES DAMNÉS

L'emploi, problème n° 1.
Dans les périodes,
de sécheresse,
l'administration
offrent six roupies
par jour
aux plus pauvres,
pour travailler
sur des chantiers bidons.
Inde éternelle



REX FEATURES LTD

déclarer qu'il s'agit d'un faire-part annonçant le décès de sa sœur. Furieux d'avoir raté l'enterrement, il se jure alors d'envoyer son fils à l'école pour que de tels abus ne se reproduisent plus. Laxman ira à l'école, à demi-nu, au gré des déplacements de ses parents. Battu, crevant de faim, subissant les pires humiliations, il finira par devenir le premier éduqué de sa tribu avant de s'enfuir un jour avec la fille d'un Maratha chez qui il louait une chambre. Poursuivi, banni par sa communauté, il ne connaîtra de repos que le jour où il devient célèbre.

Lui s'en est sorti, mais combien d'autres restent condamnés à errer à dos d'âne, dénués de tout, hors des villages, à mener une existence semblable à celle de leurs bêtes. Mais Laxman n'oublie pas ses frères et, dès 1978, il rejoint une association dont il est maintenant le président : le Mouvement pour les tribus nomades et criminelles.

J'avais à peine eu le temps de poser mon sac et d'avalier une tasse de thé au lait brûlant qu'un informateur vint nous annoncer que des Banjara installaient leur campement à la périphérie.

« Allons-y, je t'expliquerai en route, me lança Laxman en fourchant son scooter. Les Banjara sont comme ma tribu, les Kaikadi, une tribu nomade « ex-criminelle », ils sont originaires du Rajasthan. Autrefois, ils formaient de grandes caravanes qui transportaient des marchandises d'un bout à l'autre de l'Inde, mais l'arrivée des Anglais a ruiné leur commerce et maintenant ils se déplacent au gré du travail. Ici c'est la période des récoltes, ensuite ils trouveront de l'emploi sur un chantier, sinon ils repartiront. »

Les Anglais promulguent en 1871 la Loi sur les criminels condamnant tous les membres des tribus qui leur avaient opposé une farouche résistance à être « criminels » de père en fils. Certaines, comme les Kaikadi, sont même déportées et astreintes à un contrôle policier très serré. Celles qui ont trouvé des terres à défricher s'installent tandis que les autres sont vouées à l'errance et à la mendicité.

Livrées à la vindicte populaire, méprisées, accusées de tous les maux et de tous les crimes, ces tribus ne cesseront de s'appauvrir, et il leur faudra attendre 1951 pour que la nouvelle constitution de l'Inde indépendante consente à reconnaître leur innocence... et les rebaptise : « tribus ex-criminelles ».

Les nomades : aucune existence officielle dans le recensement

Les intouchables et les tribus sédentarisées, hissés au statut de « castes arriérées », bénéficient depuis Indira Gandhi d'un certain nombre d'avantages, dont l'attribution de quotas réservés dans les universités et l'administration. Mais les nomades, eux, hors du monde et hors du temps, oubliés, échappent à tout recensement.

« Il y a huit millions de tribaux au Maharashtra. Sur les quarante-deux tribus existantes, vingt-deux sont nomades et quatorze ex-criminelles. Plus d'une dizaine d'entre elles ne sont même pas connues du gouvernement. » Dès qu'il apprend qu'une tribu arrive dans la région, Laxman Mane va discuter avec le chef comme aujourd'hui devant cette assemblée de Banjara. Ils sont à peu près trois cents. Leur campement constitué de quelques tentes de joncs et de plastique récupéré juxta un bidonville d'intouchables guère mieux aménagé. « Vous ne pouvez pas continuer comme ça, à vivre là où les autres jettent leurs ordures. Constituez une association et déposez vos économies à la banque. »

L'assemblée est troublée. Laxman demande qui connaît Rajiv Gandhi, une dizaine de mains se lève, une trentaine tout au plus répond au nom d'Indira Gandhi.

« Ils ne savent même pas qu'il existe un Etat en Inde, m'expliquera-t-il plus tard. Pour eux, le gouvernement, c'est leur conseil de tribu. Il n'est pas simple de convaincre des nomades de se fixer et d'abandonner leurs activités ancestrales. Récemment une tribu d'une autre coopérative a mis la clef sous la porte et a repris la route. Mais que faire ? Il n'y a pas d'autres moyens à l'heure actuelle pour améliorer leurs conditions et faire reconnaître leur existence par le gouvernement. Mon organisation comporte trois niveaux. Le premier s'occupe de la collecte des fonds nécessaires pour

LE SYSTEME DES CASTES

Les hindous sont répartis, selon leurs préceptes religieux, en quatre grandes catégories hiérarchisées : les brahmanes (prêtres et clercs détenteurs du savoir) ; les kshatriya (rois et guerriers) ; les vaishya (marchands) et les shudra (agriculteurs et serviteurs). Viennent ensuite les exclus : les intouchables (ouvriers agricoles et métiers impurs). Ces quatre catégories et les intouchables sont eux-mêmes divisés en castes puis en sous-castes. On estime à trois ou quatre mille le nombre des castes.

Ce système remonte aux invasions aryennes (3000-1500 av. J.-C.). Les peuples indo-européens déjà répartis en 3 catégories soumièrent, dans le nord de l'Inde, les indigènes d'origine dravidiennes, qui constituèrent le quatrième groupe, les shudra, alors que ceux qui s'étaient réfugiés dans les forêts, formèrent, par la suite, la masse des intouchables.

Les populations tribales, les « adivasi » (premiers habitants), n'ont adopté l'hindouisme que très tardivement. Assimilées aux intouchables, elles ont gardé leur organisation sociale propre au sein de leurs communautés. Les tribus nomades, hors du système villageois, sont tout en bas de l'échelle. On dénombre 50 millions de tribaux en Inde.

La constitution de 1951 a aboli l'intouchabilité, mais pas les castes... autant vouloir soigner un mal sans en guérir la cause ! □

l'achat d'un terrain et la construction de maisons. Il y a maintenant une centaine de coopératives de ce type au Maharashtra. Le deuxième niveau est chargé de l'éducation, de la création d'écoles et du recrutement de travailleurs sociaux pour les animer. Nous avons également créé une centaine d'écoles en dix ans et à Solapur nous avons un internat. Le troisième volet est plus militant et n'engage pas les travailleurs sociaux afin de ne pas les mettre en porte à faux avec l'administration. Nous intervenons pour appuyer les associations lorsqu'il y a violence ou lorsqu'elles n'arrivent pas à obtenir un terrain, l'eau, l'électricité ou un chemin donnant accès au village. Nous organisons des manifestations, des délégations, nous allons voir les responsables jusqu'à Bombay et Delhi s'il le faut. Lorsqu'une tribu n'est pas assez importante, on en réunit plusieurs pour créer une coopérative. C'est le cas du village que nous allons visiter maintenant. »

Le village de vingt-deux maisons, créé en 1982, regroupe deux tribus installées de chaque côté de la rue : les Kolathi et les Vaidhu. Les premiers étaient autrefois acrobates, danseurs et les femmes se livraient à la prostitution. Aujourd'hui ils travaillent dans les chantiers comme charpentiers et certains font le taxi-scooter. Les Vaidhu, eux, allaient chercher des herbes dans les montagnes qu'ils vendaient comme médicaments. « Ils ne pouvaient garder cette activité, un jour ou l'autre, ils auraient eu des histoires dans la ville », nous dit Ramesh, travailleur social qui s'occupe de la petite école Montessori.

Les femmes vendent de la pacotille tandis que les hommes récupèrent les vieilles boîtes métalliques pour en faire des containers flamant neufs. Les quelques maisons qu'ils ont construites provisoirement en attendant d'être logés dans du dur sont entièrement faites de tôle. D'ici à deux ans, quarante-quatre familles devraient être logées dans un bâtiment de trois étages.

Narendra, le premier à avoir été éduqué dans la tribu des Kolathi, a trouvé un travail en ville.

« Mon père a refusé d'envoyer mes sœurs à l'école, mais, moi, j'y enverrai mes filles, nous dit-il, pour nous Laxman est un symbole, la preuve que l'espoir existe. »

Lorsque je quittai Laxman pour me rendre à Poona, j'allai y visiter le musée de recherches sur les tribus du Maharashtra, l'un des instituts les plus modernes de l'Inde. Sur la carte indiquant les différentes tribus, aucune de celles que je venais de rencontrer n'y figurait... □

Une manifestation paysanne à Schimur



RICHARD GARCIA



De passage à Poona, je me devais de rencontrer Guy Poitevin, qui anime une association de paysans très active. Il est connu en France pour avoir publié un certain nombre d'ouvrages sur l'Inde rurale dont, récemment, *Maharashtra, paysans et intouchables de l'Inde occidentale*.

Différences : Guy Poitevin, depuis quand vivez-vous en Inde et comment a débuté votre expérience ?

Guy Poitevin : Je suis arrivé en Inde en 1972. Par la suite, je me suis marié et j'ai pris la nationalité indienne. Les travailleurs sociaux, à cette époque, se posaient énormément de questions sur la finalité de leur action. Il fallait leur montrer qu'il existe une alternative : ce que j'appelle le mouvement de conscientisation. En 1977, nous avons débuté notre propre expérience. J'ai recruté des jeunes gens qui devaient rester dans les villages et se former sur le tas à l'action socio-culturelle. C'est de là que sont sortis nos premiers animateurs.

Comment fonctionnez-vous ?

L'association a des structures très souples. Nous avons peu de permanents. Nos animateurs vont dans les villages, prennent des contacts et forment sur place des gens à l'action sociale. Un comité, lorsqu'il se crée, s'étend sur quatre ou cinq villages. Il se réunit régulièrement sur les problèmes qui lui tiennent à cœur et travaille d'une façon autonome. Il existe ensuite sept lieux de réunions mensuelles. Animées par les travailleurs sociaux, elles ont pour but de réfléchir sur des thèmes particuliers. Par exemple, le préambule de la constitution qui, en soi, offre une réelle contre-culture. Nous discutons alors des concepts qui y sont évoqués : fraternité, citoyenneté, égalité... Il y a des groupes de réflexion sur le reboisement et la sécheresse, le problème du salaire et de l'emploi, la dot, le mariage des enfants, etc. Les délégués, lorsqu'ils reviennent dans leurs comités, répercutent ces discussions. Depuis cinq ou six ans, il existe un groupe de femmes. Il s'est donné le

nom de Stri Shakti Mandal – l'énergie des femmes – sur lequel, mon épouse, Hema et moi avons écrit : *Inde, village au féminin*.

Mais concrètement quelle est votre action ?

Tout ceci est bien concret. Ces discussions, ces femmes qui quittent leurs villages pour aller discuter avec d'autres gens qui ne sont pas toujours de leurs castes, cela entraîne un changement de rapports dans les villages. C'est progressivement que les idées pénètrent. Une femme de haute caste me disait l'autre jour : « Il m'a fallu un an pour être convaincue que je pouvais aller boire le thé chez une intouchable. » Sinon, plus concrètement, il y a les groupes de santé. Un médecin vient une fois par mois former des volontaires sur les problèmes de nutrition, de grossesse, d'épidémies. Ces gens qui perçoivent les besoins au niveau le plus élémentaire font pression sur les médecins gouvernementaux pour qu'ils engagent des aides afin de parer au plus pressé. Les réunions sur le déboisement ont donné lieu à des explications avec les officiels pour faire cesser les coupes illégales et que des villageois, qui connaissent la région, soient embauchés pour la maintenance et la surveillance. Nos groupes se sont penchés sur les problèmes de l'irrigation et du manque d'eau. Au Maharashtra, la canne à sucre constitue la base de la production et du pouvoir politique. Il faut dix fois plus d'eau pour irriguer un hectare de canne à sucre qu'un hectare de millet. Les comités luttent pour que le gouvernement interdise l'irrigation de la canne à sucre lorsqu'il n'y a pas assez d'eau pour les cultures vivrières. Ce qui compte ce n'est pas la quantité de terre mais la quantité d'eau, c'est ça qui crée la richesse. Nous évitons de faire creuser des puits spécifiquement pour les intouchables car cela perpétue la ségrégation, nous préférons discuter et convaincre les villageois, ce n'est pas toujours facile.

Vous avez déjà publié un certain nombre d'ouvrages sur les intouchables, je pense à Maharashtra et au Journal d'un intouchable, vous avez d'autres projets ?

Nous travaillons actuellement à la traduction des deux premières autobiographies écrites par des femmes intouchables, Baby Kamble et Shanta Bai Kamble, ainsi que celle d'un autre dalit, Daya Pawar, un écrivain intouchable bien connu au Maharashtra. Il est très important de faire connaître cette littérature, elle est le fer de lance des opprimés. □

DE LA LITTÉRATURE?

Un défi, une offense, le Mouvement Dalit explose

Le Maharashtra est pris d'une frénétique agitation. La querelle autour des œuvres d'Ambedkar ne cesse de s'envenimer prenant une allure de guerre civile. La droite hindoue regroupée sous la bannière du Bharatiya Janata Party et le Shiva Sena, « l'armée de

Shiva », un parti intégriste, interpellent le gouvernement à l'assemblée. Pris d'une fureur iconoclaste, ils exigent et obtiennent la saisie des appendices incriminés qu'ils considèrent comme une offense à la religion. Les Dalit ripostent en multipliant les réunions d'information et mobilisent trois cent mille personnes dans les rues de Bombay.

La controverse à propos de la décision gouvernementale de publier les œuvres complètes du grand dirigeant intouchable en y insérant deux appendices qui contiennent ses considérations personnelles, en rien blasphématoires, sur la religion hindoue, n'est en fait qu'un prétexte révélateur de l'inquiétude des hautes castes dominantes face à la montée Dalit.

Ce mouvement, né au Maharashtra dans les années 60, débordait maintenant largement les limites de cet Etat. Il prend sa source dans le ferment intellectuel légué par le Dr Ambedkar qui tenta entre 1925 et 1956 de réformer la société hindoue en modifiant ses valeurs traditionnelles.

Après avoir prôné l'égalité religieuse et le droit pour les intouchables d'accéder aux temples, il se rend à l'évidence que seul un changement radical peut affranchir sa caste de la condition servile et inhumaine qui l'afflige... Il réalise qu'il n'y a pas d'espoir de contestation culturelle et sociale au sein de l'hindouisme et c'est vaincu et dépité qu'il invite alors les Mahar à abandonner leur travail d'équarrisseur et à aller grossir le prolétariat des villes. Le 14 octobre 1956, Baba Saheb Ambedkar se convertit au bouddhisme imité par trois millions d'intouchables.

Un nouveau courant littéraire réaliste et populaire

Malgré les divisions et les querelles qui éclatèrent, après sa mort, parmi ses disciples, le mouvement littéraire Dalit était né. La nouvelle génération qui a réussi à franchir la barrière des tabous et de l'ignorance délaisse son sentiment d'infériorité et s'efforce de promouvoir un nouveau courant réaliste de littérature parmi les basses couches sociales.

Pendant des siècles, les intouchables ont enduré une isolation et une exploitation forcenée. Endettés, sans terre, réduits à la plus extrême pauvreté, dépendant des hautes castes qui leur déniaient toute égalité au nom de principes religieux, ils ont tout subi passivement parce que la dureté de leur existence les rendait exsangues et incapables de combattre.

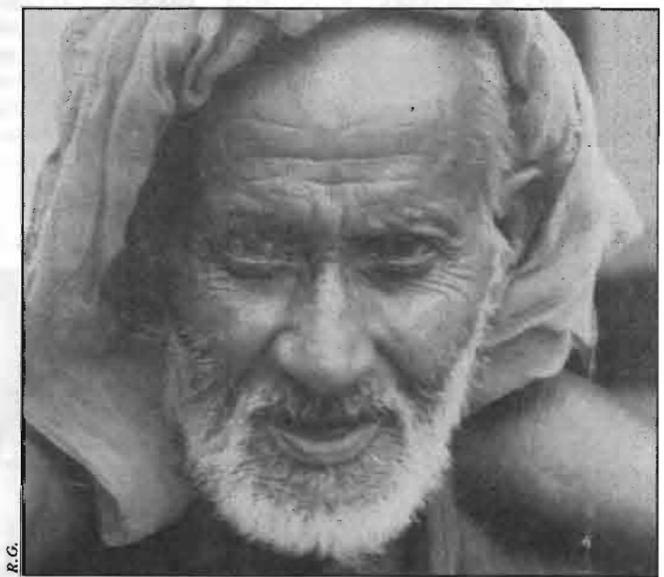
Depuis l'indépendance, les castes dominantes qui bénéficient de la décentralisation ont acquis un pouvoir immense. Elles se sont emparées de tous les leviers du développement agricole accentuant les inégalités liées à l'ordre des castes. L'administration devenue apathique et arrogante est manipulée par les notables alors que les garanties constitutionnelles sont restées lettre morte et que les atrocités perpétrées contre les intouchables ne cessent de croître. « Parce qu'en Inde le système des castes nous déshonore à la naissance, j'ai grandi comme un détrit, comme grandit un tas d'ordures ; j'ai logé là où les autres allaient chier ; mangé ce que les autres jetaient au chien », témoigne L. Mane. La littérature Dalit explose comme un défi, une offense. Elle

prend un caractère de révolte sociale et culturelle aux fonctions libératrices.

Les Dalit ne se définissent pas uniquement comme un mouvement intouchable, mais comme le rassemblement des opprimés qu'ils soient intouchables, travailleurs convertis au bouddhisme, ouvriers agricoles sans terre, tribaux nomades ou sédentaires. Ils ont aussi tiré les leçons du passé : les partis de gauche sont inaptes à donner une réponse à l'intouchabilité, le bouddhisme n'y a rien changé et les marxistes pour qui le monde se divise entre exploités et exploités ont échoué dans leur appréciation du système des castes. Il n'y a pas simplement division du travail mais division des travailleurs dans la mesure où les castes s'opposent entre elles.

Le mouvement Dalit n'a ni structure ni leader et sa littérature ne possède pas de règle. Sa cohésion vient de cette volonté d'authenticité de vie et de misère. Les Dalit ont déclaré la guerre à un ennemi impalpable, ancré dans les esprits, les livres, le langage et déclenché une lutte farouche tant sociale qu'idéologique contre les principes, les valeurs et les structures d'un système socioculturel et religieux qui les déshumanise. L'attaque contre leurs oppresseurs se veut d'autant plus virulente et directe qu'ils tiennent à un absolu réalisme. C'est pourquoi vulgarité et grossièreté sont si étroitement associées à la brutalité de leurs pamphlets.

Une centaine de leurs œuvres a déjà été publiée en Inde. La poésie en forme la partie la plus importante tandis que les autobiographies écrites dans la fierté de la langue parlée, loin d'être une apologie misérabiliste, constituent une quête courageuse contre l'inhibition et donnent une vitalité unique et un caractère radicalement nouveau à cette littérature. □



R.G.C.

BIBLIOGRAPHIE

- Oupra de Laxman Mane, éd. Maren Sell & Cie.*
- Maharashtra, paysans et intouchables de l'Inde occidentale, textes réunis et présentés par Guy Poitevin, éd. Lieu commun.*
- Inde, village au féminin, de Guy Poitevin et Héma Rairkar, éd. L'Harmattan.*
- Journal d'un intouchable, de Madhau Kondvilkar, présenté par Guy Poitevin, éd. L'Harmattan.*
- Samskara, d'Anantha Murthy, éd. L'Harmattan.*

C I N E M A S D'AUJOURD'HUI

CANNES, quarantième Festival du film, vingtième Quinzaine des réalisateurs, vingt-septième Semaine internationale de la critique, les dates anniversaires sont autant de repères pour l'histoire du cinéma international. Mais la fête cannoise ne doit pas nous faire oublier que le cinéma a perdu trente millions de spectateurs en France, en 1987 ; l'année en cours n'annonce pas la reprise, loin s'en faut. Le quarante et unième festival de Cannes n'a pas encore fermé ses portes au moment où nous mettons sous presse, il n'en demeure pas moins qu'il est d'ores et déjà marqué au sceau de la qualité. Voici trois films qui le prouvent.

Chocolat. Claire Denis a vécu au Cameroun jusqu'à l'âge de quatorze ans. *Chocolat*, son premier long métrage en porte la marque profonde. Tout commence par un banal retour aux sources. Une jeune fille fait du stop ; tout en elle la désigne comme une touriste ordinaire. Il n'en est rien. Un long flash back qui nous entraîne dans les années cinquante. Un poste de brousse au nord du Cameroun ; Marc Dalens, l'administrateur colonial et sa famille entourent le drapeau français, couleurs anachroniques et tranchées, dans un univers ocre et terre brûlée. Leur petite fille France a huit ans. Fascinée, elle regarde et entend, sent et communique avec cette terre d'Afrique. Son guide spirituel et sensuel, à la fois, est un géant nommé Protée ; c'est l'homme de confiance, l'homme à tout faire, le boy - figure emblématique de la société coloniale et lien entre deux cultures... Protée est un espèce de Harki noir formé par les jésuites. Il est impeccablement sanglé dans un costume blanc et sait quelle est

sa place dans l'univers parfaitement ordonné de Marc Dalens - en retrait. L'adulte noir et l'enfant blanche ont peu de place dans le monde colonial ; de cette exclusion naît une relation subjuguée.

Claire Denis sait poser ses personnages et jouer de l'ambiguïté de leurs rapports. Les Africains n'existent quasiment pas dans un tel tableau. Ils ne sont qu'un élément de la mémoire d'une enfant aujourd'hui devenue adulte.

Chocolat, un vrai événement cinématographique.

Sud. 1983, la fin de la dictature militaire en Argentine. Floreal sort enfin de la prison, tard dans la nuit... *Sud* est profondément marqué par l'exil des années noires de la dictature militaire ; cet exil a pu fonctionner à l'intérieur comme à l'extérieur. Chacun doit pouvoir se retrouver, avec lui même d'abord, avec les autres (ses proches, ses amis, l'Argentine) ensuite. Se retrouver, c'est s'interroger pour mieux se redéfinir dans ses idées comme dans ses désirs. Pour nous dire cela, Fernando Solanas mêle avec subtilité et sensualité réalisme poétique et onirisme, regard critique et nostalgie tendre. Mais qu'est-ce donc que cela, sinon une espèce de définition du Tango et de son âme. Fernando Solanas sait nous dire à son tour que revenir vers soi et son pays passé n'est pas chose facile.

Un monde à part, à part comme apartheid, comme Afrique du Sud. L'histoire d'une famille de militants de l'ANC en 1963. Le regard d'une enfant sur l'univers qui l'entoure, l'apartheid, l'action de ses parents contre l'apartheid. Justesse de ton, sobriété, émotion, le film de fiction le plus fort jamais réalisé sur l'Afrique du Sud, justement couronné par le Grand prix spécial du jury. Nous en reparlerons longuement. □

JEAN-PIERRE GARCIA



Forest Withakar, meilleur acteur pour *Bird*, et Barbara Hershey, meilleure actrice pour *Un monde à part*.

Cinéma turc

LA FIN DU FILM RURAL ?



Le septième Festival international d'Istanbul a eu lieu le 18 avril

La cuvée 1987-1988 du cinéma turc, à travers près de quarante films (moins *L'eau brûle aussi* d'Ali Ozgenturk, scandaleusement écarté, au dernier moment, par la censure), a permis de se rendre compte que ce cinéma était arrivé à un tournant et se cherche en explorant des thématiques nouvelles, en rupture avec la dénonciation sociale, la peinture de la vie rurale en Anatolie et dans l'Est, celle de mœurs matrimoniales brutales, au profit de sujets plus citadins, plus individualistes, sinon franchement narcissiques, où l'incommunicabilité entre les êtres et les affres de la création artistique priment. Et cela, alors que, à l'étranger, cinéma turc équivalait souvent à Yilmaz Guney (dont l'œuvre est toujours interdite dans son propre pays !), à Ali Ozgenturk (*Hazal*) et, peut-être, à Metin Erksan (*L'Été torride*, *La Vengeance des serpents*). Le tout nouveau *Hôtel Mère-Patrie* d'Omer Kavur (primé à Istanbul, à Valencia, à Nantes) qui sortira bientôt en France grâce aux Films du Sémaphore avec un autre film du même réalisateur se veut une rupture avec le cinéma « agraire » des célèbres aînés. Cet élargissement des thèmes s'accompagne souvent, malheureusement, au-delà de faiblesses techniques mieux maîtrisées, et d'un jeu d'acteurs souvent déplorable par manque de formation dramatique, d'un démarquage assez lourd de films euro-américains ayant traité de sujets semblables, avec le risque potentiel de générer une culture cinématographique totalement coupée des racines de l'écrasante majorité du peuple turc. *Dolunay (Pleine*

Lune) du jeune Sahin Kaygun, sélectionné pour Cannes, *Av Zamani (La Saison de la chasse)* de l'important Erden Kiral et *Gece Yolculugu (Voyage de nuit)* du grand Omer Kavur, tous trois de 1988, font partie de cette catégorie, caractérisés par une belle photographie papier glacé, des décors naturels somptueux, un jeu d'acteurs quasi inexistant et une problématique mince et souvent obscure : le premier traite des affres de la « toile blanche » d'une ravissante et riche jeune femme peintre, le deuxième de la fuite dans son île d'un intellectuel durant les années du terrorisme et de son impuissance créatrice, le troisième du drame de l'incommunicabilité d'un cinéaste en chemin vers le suicide... Beaucoup plus positifs à mon avis sont certains autres films de cette sélection turque.

Chauffeur de corbillard

Ainsi de la révélation, de ce festival, qu'il faut distribuer en France ; *Malgré tout*, le premier film du jeune Orhan Oguz (1987), merveilleusement interprété avec une sobriété remarquable, par Talat Bulut, histoire d'une jeune homme, sorti de prison, solitaire et tendre, qui trouve un travail comme chauffeur d'un corbillard d'une église protestante d'Istanbul, et qui se prend d'amitié pour un chat et le petit garçon d'une veuve qui veut lui mettre le grappin dessus. Un autre premier film *Bez Bebek (Poupée de chiffon)* (1987) d'Engin Ayca, s'il se passe à la campagne, est avant tout

l'histoire de la femme d'un détenu absent qui s'éprend d'un autre homme, passionnément, et emprunte une route de violence sans retour : un film talentueux et fort. *Kaçamak (Impromptu)* (1988) de Basar Sabuncu est l'histoire originale de deux amants qui trouvent la mort dans un accident de la route et sont identifiés par leurs conjoints respectifs qui ne se connaissent pas. Sensible et personnel, ce film parvient à exprimer les secrets des terreurs intimes.

Amoureuse du reporter

Toujours avec la très belle Turkan Soray, la plus grande actrice turque actuelle, Irfan Tozgun signe cette année un film charmant et plein d'humour, *Gonçagül (Bouton de rose)*, sur une jeune femme qui tente, poussée par sa mère, de se marier par petite annonce et qui finit par tomber amoureuse du reporter, au début cynique, chargé de suivre l'affaire : du coup, sa mère, veuve, trouvera un époux aussi...

La même Turkan Soray accomplit un coup de maître en interprétant les dix sketches, à l'italienne, de *Dix Femmes* (1987) du grand Serif Gören, tour à tour tzigane, journaliste « libérée », paysanne trompée et meurtrière, etc. Mais le chef-d'œuvre dans la veine humoristique est certainement le délicieux *Fanfare municipale* (1987) de Nelsi Golgecen, narrant la fièvre saisissant une petite ville de province qui, à la perspective d'une visite présidentielle, se met en tête de se doter d'une fanfare municipale, mettant tout le monde en émoi. Mais le train officiel oubliera de s'arrêter dans sa gare... Un autre thème, pas assez approfondi de l'avis général, est celui de la culture populaire, musicale en particulier. Pourtant, Yusuf Kurcenli dans *Gramofon Avrat* (1987) avec la belle Soray s'y attaque d'une manière convaincante en mettant en scène, dans les années 30, avant que la République ne lui porte un coup fatal, l'art des almées-« geishas », danseuses professionnelles qui égayaient les réunions d'hommes. Tous ces films devraient être vus ici, bien que ce choix restreint ne rende qu'imparfaitement compte d'une floraison, inégale certes, mais en général passionnante, issue d'une culture forte, moyen-orientale et « européenne » à la fois, reflétée par une cinématographie à observer attentivement dans ses métamorphoses. □

YVES THORAVAL

La cohabitation Français-immigrés dans trois quartiers de Paris

A LA LOUPE

Le développement de réactions racistes est-il lié à la présence de nombreux immigrés dans certains lieux d'habitation ? Trois livres passent Paris au crible.

Des hommes politiques et des journalistes avaient pris l'habitude, il y a quelques années, de parler d'un « seul de tolérance » soi-disant scientifiquement observé par les « sociologues » !

La réalité est beaucoup plus complexe et plusieurs équipes de chercheurs du CNRS et de l'université ont entrepris d'étudier les relations interethniques en situation de cohabitation. Autrement dit : comment ça se passe en réalité dans les quartiers à forte proportion d'immigrés.

L'une de ces équipes, dont fait partie Véronique de Rudder, chargée de recherche au CNRS, qui est par ailleurs membre de la présidence du MRAP, vient d'achever une recherche portant sur différents quartiers de Paris. Trois ouvrages, faciles à lire, publiés aux éditions de L'Harmattan, ont porté à la connaissance du public les principales observations et les conclusions de cette recherche (1). Différences a interrogé Véronique de Rudder à ce sujet. Différences : Pourquoi et comment les chercheurs de votre équipe ont-ils choisi ce terrain d'enquête et comment vous y êtes-vous pris ?

Véronique de Rudder : Nous avons voulu partir de l'idée communément reçue selon laquelle la proportion d'immigrés était un critère important pour expliquer le développement des relations (bonnes ou mauvaises) entre les populations dites autochtones (français ou... descendants d'anciennes immigrations) et les étrangers.

Nous avons donc choisi des quartiers de Paris où la population étrangère était numériquement supérieure à la moyenne de la ville (dont on sait qu'elle est elle-même supérieure à la moyenne nationale), mais qui, par ailleurs étaient très différents : un quartier du XVI^e où les étrangers sont très nombreux mais peu « visibles » ; un quartier du XIII^e où la rénovation récente a abouti à la constitution d'un « quartier chinois » ; le quartier d'Aligre, dans le XII^e, où cohabitent et travaillent des étrangers de toutes origines et des Français de milieux populaires et l'îlot Châlon, avant que la rénovation entreprise l'ai fait presque complètement disparaître.

Nous aurions voulu étendre notre échantillon à une « cité dortoir » de banlieue, mais n'avons pas disposé des crédits nécessaires. Cependant une recherche un peu plus ancienne sur la Cité des 4000 à



JOSS DRAY

Cohabitation : plusieurs modes possibles

La Courneuve nous permet quelques comparaisons intéressantes.

Différences : Pouvez-vous résumer en quelques phrases les traits marquants qui se dégagent de cette observation ?

V. R. : Dans le XVI^e, où vivent de nombreux Portugais, Espagnols, Antillais et aussi Maghrébins, les rapports entre ces populations et les Français sont dictés par une différence de classe sociale très marquée et très stable : d'un côté les « maîtres », de l'autre les personnes qui sont à leur service : gardiens d'immeuble, femmes de ménage, artisans et commerçants. La ségrégation est totale : les immigrés occupent les rez-de-chaussée et les étages sous les combles). Les cafés qu'ils fréquentent sont peu nombreux et retirés. Même la messe dominicale n'a pas lieu aux mêmes heures. Les rapports interethniques se réduisent à des rapports de classes. La cohabitation se fait sur un mode de complémentarité.

Dans le « quartier chinois » du XIII^e, la visibilité de l'immigration est au contraire portée à son extrême, au point qu'on la croit numériquement plus importante qu'elle n'est en réalité. Il s'agit d'un quartier entièrement rénové dont les populations, Français aussi bien qu'Asiatiques, sont installées récemment avec d'ailleurs

une forte mobilité. D'un côté des cadres moyens qui ne travaillent pas sur place et qui apprécient souvent le caractère « exotique » et la sécurité du quartier ; de l'autre des artisans et des commerçants en général assez aisés. Les « Chinois » vivent volontiers repliés sur des structures traditionnelles et des réseaux de relations très solides. Mis à part les restaurants, les Français n'y pénètrent pas. La cohabitation se vit sur un mode parallèle.

Dans le quartier d'Aligre, les immigrés récents, immigrés plus anciens et Français appartiennent aux mêmes couches sociales : ouvriers, employés, petits commerçants et artisans ; ils vivent et travaillent en majorité sur place et constituent ensemble, et cela depuis des générations, une sorte de « village urbain » à forte identité collective. Le « marché », qui fait vivre tout le monde et appelle une clientèle cosmopolite, est leur affaire à tous. Français et immigrés ont besoin les uns des autres et, même quand la vie quotidienne occasionne de fréquentes « engueulades », ils se savent et se sentent solidaires. La cohabitation se réalise sur le mode d'une entrecroisement de relations économiques modestes mais intenses. Les différences culturelles sont connues et acceptées de tous car elles appartiennent au domaine du « privé ».

L'îlot Châlon, également situé dans le 12^e, est tout à fait différent : il s'agit d'un quartier dégradé où vivaient depuis des années des immigrés récents et non encore intégrés en même temps que des Français très pauvres et marginalisés. Il constituait une véritable enclave évitée par les habitants du voisinage. On ne peut plus parler de cohabitation ; en revanche, l'image un peu effrayante qu'en donnaient souvent les médias renforçait la « peur de l'envahissement »... chez les habitants des quartiers voisins.

Bien qu'il ne s'agisse plus d'un des quartiers de Paris étudiés au cours de l'enquête, il faut dire un mot d'un cinquième type de relations interethniques : certains grands ensembles dortoirs de banlieue où une forte proportion de familles immigrées sont logées avec des familles ouvrières françaises, pour qui la présence des immigrés est douloureusement ressentie comme le symptôme d'une

(1) Méthode utilisée : enquête démographique, entretiens approfondis avec personnes représentatives, observation des différents modes d'appropriation des espaces publics.

dévalorisation sociale. Les uns et les autres travaillent (quand ils ne sont pas au chômage) ailleurs et il n'y a aucune vie sociale sur place. Une tendance au repli sur l'espace privé familial (« chacun chez soi ») conduit au désintéressement et à la dégradation des espaces collectifs ; on attribue à des « différences culturelles » ce qui n'est, souvent, que la conséquence d'une absence volontaire. La cohabitation se réalise sur le mode de la juxtaposition et du repli.

Différences : Votre recherche a-t-elle conduit à des conclusions de portée générale ?

V. de R. : Très grossièrement, on peut dire que ce qui éclaire les comportements des populations en présence n'est pas principalement le nombre d'immigrés ni leurs « différences culturelles » mais le type de relations sociales qui relient les différentes communautés. Celles-ci ont le plus souvent pour origine les motivations et le comportement des Français eux-mêmes. L'observation nous a montré que ce sont moins les immigrés que les Français qui sont différents (bourgeois du 16^e, cadres moyens du 13^e, commerçants et artisans travaillant sur place du marché d'Aligre, ouvriers et employés travaillant ailleurs dans les cités-dortoirs) ! Et le comportement des immigrés d'une même origine (des Maghrébins, par exemple, puisqu'ils se trouvent presque partout assez nombreux) est différent, d'un quartier à l'autre, parce qu'il se modèle (par mimétisme ou par opposition) sur celui des autochtones.

La cohabitation interethnique — et les conflits qu'elle peut entraîner — ne se posent pas, pour l'essentiel, en termes quantitatifs, mais en termes qualitatifs. Il faut s'attacher aux motivations et aux enjeux qui peuvent conduire à des situations de conflits d'intérêts ou au contraire de complémentarité. Ici (Passy ou le marché d'Aligre), une complémentarité économique forte permettra que de grandes différences culturelles s'expriment sans conflits dans le domaine du privé. Ailleurs (les jeunes dans certaines cités), des intérêts communs sur le plan culturel ou social éviteront qu'une absence de complémentarité, voire une concurrence, sur le plan économique ne dégénère en conflits. D'une façon générale, c'est la vacuité, l'absence de perspectives et de projets qui sont à l'origine des malaises qui aboutissent à des situations conflictuelles. □

Propos recueillis par DOMINIQUE LAHALLE

Le triangle de Choisy : un quartier chinois à Paris, de M. Guillon, I. Taboada-Leonetti. **Autochtones et immigrés en quartier populaire :** du marché d'Aligre à l'îlot Châlon, de V. De Rudder, M. Guillon. **L'Harmattan. Les immigrés des beaux quartiers :** les Espagnols de Passy, de I. Taboada-Leonetti, à paraître aux éditions de L'Harmattan.

L I V R E S

D'ICI ET D'AILLEURS

EGYPTIEN. Notre collaborateur réédite aujourd'hui son ouvrage sur le cinéma égyptien qui part des origines, en 1895 (à la même époque qu'en Europe) jusqu'à 1975, date à laquelle l'auteur a quitté l'Egypte. C'est, à ce jour, le seul ouvrage en langue occidentale retraçant l'histoire de l'une des quinze principales cinématographies du monde (tableau qu'il faut compléter par la lecture du désormais classique *Dictionnaire des Nouveaux Cinémas arabes*, de Claude-Michel Cluny (Sindbad).

Yves Thoraval traite du triomphe remporté par les films « chantant et dansant » des années 30-40-50, triomphe partagé avec le mélodrame et la farce, genres conventionnels du cinéma faroukien. Si ce type de production, pas toujours inintéressante, perdure jusqu'à nos jours, la Révolution nassérienne de 1952-1954 permet à de nouveaux thèmes, plus proches des préoccupations du peuple égyptien d'éclorre, parallèlement à la promotion de nouveaux talents, les plus grands réalisateurs égyptiens depuis : Salah Abouseif, Youssef Chahine, Tewfik Saleh, auxquels il faut ajouter Shadi Abdesalam, auteur d'un seul long-métrage, le sublime *La Momie*.



En couverture : Samia Gamal actrice et danseuse d'au moins quatre vingt films.

L'auteur cite aussi de nouveaux talents comme Mohammed Khan, Hussein Kamal et les jeunes loups... de 1975, un peu fatigués aujourd'hui. Filmographies, bibliographie et illustrations complètent ce petit ouvrage facile d'accès qui trouvera sa place dans la bibliothèque de tout amateur de cinéma. □

PATRICK BORGEL

Regards sur le cinéma Égyptien, par Yves Thoraval, préface de Jean Lacouture, L'Harmattan.

LES SIKHS. Figures légendaires de l'Inde, les guerriers sikhs du Khalistan, l'improbable « pays des purs », retranchés dans leur sanctuaire du Temple d'or à Amritsar, ont déjà fait couler beaucoup d'encre, mais personne, jusqu'à maintenant, n'avait tenté de traiter le problème dans sa globalité. Avec *la Nuit poignardée*, Vijay Singh, historien de formation et journaliste pour les questions indiennes, vient enfin combler cette lacune : il était temps !

Le Pendjab bascule dans la folie meurtrière : 19-20 février 1988, trente personnes sont massacrées. Le 1^{er} avril, c'est trente-sept morts que l'on dénombre, parmi eux des enfants, des vieillards, des familles entières sont décimées. Le scénario est invariable : les commandos terroristes choisissent des maisons isolées, surprennent leurs occupants au saut du lit et tirent méthodiquement jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul survivant. S'acheminant de plus en plus vers le banditisme, trafic de drogue, attaques de banques, exécution des basses besognes, des gangsters de tout poil, les meurtres fanatiques délaissent aujourd'hui les hommes politiques pour organiser des expéditions punitives contre les familles soupçonnées d'avoir trahi la cause ou de ne pas s'être acquittées des rançons exigées. Désormais, la terreur règne dans la population et par les autonomistes modérés.

Depuis le début de l'année 1988, le bilan des victimes est passé à six cent cinquante, pulvérisant tous les records des six années de crise que traverse cette partie du monde alors que la rumeur d'un projet gouvernemental, visant à édifier une clôture électrifiée sur les cinq cent cinquante kilomètres de frontière entre la région dominée par les sikhs et le Pakistan, où les séparatistes trouvent armes et bases de repli, se fait de plus en plus insistante. Mais qui sont-ils ces jeunes gens qui ont troqué la charrue ancestrale pour le fusil d'assaut AK 47 de fabrication chinoise ? Qui était le Sant Bhinderanwale, le « Khomeiny des sikhs », cette marionnette sortie de l'ombre par Indira Gandhi pour les besoins de sa stratégie politique et qui, monté à l'apogée de sa gloire, lui échappa avant de périr lors de l'assaut du Temple d'or ?

La Nuit poignardée retrace pour nous le passé et le présent de la communauté sikh, ses croyances et ses liens fraternels mêlés de suspicion à l'égard de la grande masse hindoue. Combinant ses qualités d'historien, sa verve journalistique et ses dons d'écrivain, Vijay Singh nous entraîne vers cette patrie mythique, « terre de miel et de lait », où l'utopie côtoie l'horreur. □

RICHARD GARCIA

La Nuit poignardée, de Vijay Singh, Flammarion.

AUTOPSIE D'UNE CRISE D'ANTISEMITISME

Un célèbre écrivain antifasciste, Urbain Gorenfan, sombre dans une crise pathologique aiguë d'antisémitisme. A travers les délires et les sursauts de lucidité de ce personnage, René-Victor Pilhes livre dans *L'Hitlérien* une autopsie romanesque très torturée.

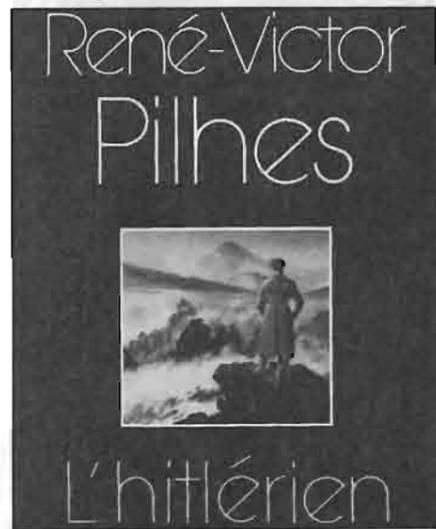
Des incipits signés respectivement Sartre et Wiesel, à l'annexe constituée par un extrait de conférence de presse du général de Gaulle, le roman baigne dans la réalité française (parfois très actuelle) mais l'histoire racontée relève de la plus pure fiction. Pas de soucoupe volante, non, mais beaucoup de symboles. Dans la nature, dominée par un pic en forme phallique... et dans le paysage humain. Aucun personnage juif dans la fiction narrative proprement dite, mais la musique de Malher emplissant l'atmosphère d'une tonalité géniale et magique comme un leit-motiv de respiration. Une respiration obstruée par le retour d'un revenant : Nomen, l'hitlérien. Ex-OAS, fasciste admirateur éternel d'Hitler, antisémite convaincu, Nomen est devenu une personne respectable, rédacteur en chef d'une revue où signent « certains intellectuels et politiciens non dépourvus d'influence ».

Nomen et U.G. (Urbain Gorenfan) se sont affrontés il y a trente ans, chacun dans son camp. Depuis, la côte de popularité d'U.G. a baissé. Celle de Nomen a beaucoup progressé. Comme celle du parachutiste Le Pen. Et U.G. a des doutes sur lui-même, sur son passé de militant de gauche, sur ses valeurs. Son dernier rempart semble avoir été brisé par les accusations d'antisémitisme dont il a été l'objet. Saura-t-il résister aux assauts de l'hitlérien venu lui proposer un poste dans les rangs de l'extrême droite ?

Le parallèle entre le célèbre écrivain du livre et celui, bien réel, qui l'écrit est flagrant. Taxé d'antisémitisme pour avoir dépeint des personnages juifs pas très sympathiques (1) « mis en quarantaine par certains de mes amis juifs », nous dit-il, Pilhes marque la différence qui l'éloigne de son héros : « La différence entre U.G. et moi est que je ne suis pas faible ni affaibli. Je ne suis pas en proie à la maladie du racisme. Si cet hitlérien se présentait chez moi, il n'y aurait pas d'histoire. J'ai simplement voulu montrer, par la démiurgie romanesque qui permet de reconnaître dans la nuit et sous la pluie quelqu'un qu'on n'a pas vu depuis trente ans, que cet homme en pleine crise d'an-

tisémitisme ne peut guérir tout seul. C'est un signal d'alarme. Je connais bien les types du genre *Le Pen*. Le furoncle est gros. Plus on s'approche de la tête plus ça fait mal. Alors, c'est simple. Il faut ouvrir, tailler dans le vif, même si ça fait très mal, cesser de faire confiance aux vertus du libéralisme avancé.

L'Hitlérien parle, on l'aura compris, de la montée de l'extrême droite et des complexités qu'elle révèle. Mais il fait aussi appel, d'une manière provocante, à la communauté juive et à son rapport à l'Etat d'Israël et aux droits du peuple palestinien. U.G. nourrit sa crise antisémite de divers propos publiquement tenus telle l'énoncé de Bernard Henry Lévy affirmant : « L'antisémitisme de demain, s'il doit vraiment revenir, sera antisioniste ou ne sera pas ».



Pilhes précise : « Je renifle. Je sens depuis une quinzaine d'années comme une tentation feutrée de se débarrasser de la mauvaise conscience d'Auschwitz. Dans ce contexte, il y a de nouvelles images véhiculées par les gens quant à la représentation des juifs. Les citoyens font l'apprentissage de cette nouvelle réalité où d'autres citoyens appartiennent à la nation où ils vivent et se revendiquent aussi d'une autre nation, incarnée par l'Etat d'Israël. »

Pourquoi, dans ce cas, prédire encore comme le laisse entendre « l'Hitlérien », une sorte de punition collective contre la communauté juive qui s'exprimerait sous la forme d'une vague d'antisémitisme ? Pilhes : « Parce que l'antisémitisme est inscrit dans l'histoire, il est le point névralgique, central des comportements racistes de nos sociétés ; l'antisémitisme ne cherche qu'à se réveiller à la première occasion. L'extrême droite se demande depuis toujours dans les réunions secrètes comment trouver l'opportunité de s'exprimer publiquement. Je dis clairement : si on fait des gens comme moi des antisémites, gare à nous, ils vont venir dans notre dos, monter à la forteresse, d'abord masqués puis tout nus. En ce moment, en France, les gens ont besoin de dire leurs opinions sur le conflit israélo-palestinien. Si on ne les laisse pas s'exprimer, que donnera demain ce refoulement ? On ne peut pas parler librement dans les dîners en ville de la politique d'Israël. Ce n'est pas normal. Il est malsain d'empêcher les gens de parler, de les taxer d'antisémitisme, quand ils mettent en cause certains aspects de la politique d'un Etat. »

Le fasciste par qui la question arrive

L'obsession est là : Suis-je antisémite ? Passant par divers stades de la régression, U.G. se paie sous nos yeux une analyse d'où au moins l'hitlérien ne sortira pas vivant. Le roman de Pilhes a le clair mérite de porter témoignage d'un homme qui se soumet à la question. Ce qui est torturant c'est précisément le Nomen, le fasciste, par qui elle arrive. Si la conscience d'Auschwitz doit nous interroger toujours, est-ce aux maîtres de la gégène qu'il faut céder la fonction du questionnement social et éthique ? Ou bien, le livre de Pilhes, reflet brisé et partiel de la réalité, se substitue-t-il à l'hitlérien pour nous éviter de le rencontrer ? Nos lecteurs ne sont pas obligés de répondre mais s'ils veulent nous écrire, nous les lirons avec intérêt. □

FARY HEC

(1) Notamment dans *La Pompei*, œuvre en deux parties : *La mort inouïe de la comtesse* et *Les démons de la cour de Rohan*.



RAÏMADAN

Malgré la sono douteuse, malgré les salles transformées en hamam, Cheb Khaled a fait un malheur.

Ça y est ! Il est de retour et ça se sait dans la ville... Cheb Khaled, le maître du raï, l'indomptable du spectacle qui, maintes fois programmé à des concerts, répond absent à la dernière minute, uniquement parce qu'il est en train de se marrer avec des copains dans un petit rade de Paris, le chéri des dames et l'estimé des messieurs est venu le mois dernier d'Algérie pour la sortie de son album. Question aussi d'agrémenter un peu le ramadan...

A l'initiative d'une part de *Radio beur*, d'autre part de la Raïthèque (voir encadré), les Nuits du raïmadan, organisées depuis maintenant quatre ans, ont explosé de délire. Des percussions endiablées, des mains qui se tendent, des hanches qui se déhanchent et... des conditions de concert désastreuses. Eternel problème des concerts de raï : la sono est souvent catastrophique et l'unité des musiciens fait défaut. Il n'est pas rare que Khaled réunisse, à peine quelques heures avant le concert, des musiciens divers pour assurer son tour de chant. Ce sont pourtant pour chacun d'eux de bons musiciens. Lors d'un dernier concert, deux musiciens du groupe Raina Raï l'accompagnaient (dont Tarek, la tête pensante du groupe), ainsi que le percussionniste de

Noudjoum el Ray Hassan, qui possède un rythme d'enfer. Mais on sent inévitablement qu'il y manque une cohésion, un travail commun.

Les salles choisies ne sont pas, non plus, faites pour savourer au mieux le concert : peu d'espace pour un public qui ne conçoit pas de ne pas danser et une aération capricieuse. Pour le prix d'un concert, on obtient aussi une place au hammam ! Mais tout cela ne parvient cependant pas à décourager les admirateurs de Khaled. D'où l'impatience de la sortie du disque. Car, sans aucun doute, même sans l'appui de son public chaleureux, Khaled est. Sa voix constitue un art en soi et c'est probablement cette certitude qui le pousse à une si grande négligence du reste (musiciens, scène, sono...).

Elle est superbe cette voix... Elle enfle, elle déchire, s'interrompt parfois pour laisser l'écho à un autre Cheb (Cheb Kada) et enchaîne à nouveau sur des textes crus, langoureux. Des textes raï, quoi. Espérons que la sortie de l'album multipliera les concerts de ce joyau du raï (et dans des conditions optimales). Car il faut avoir vu au moins une fois Cheb Khaled sur scène. En général, la première fois n'est jamais la dernière... □

SOUAD BELHADDAD

SYNTHESE

Ça bouge du côté du raï. Deux albums qui vont prochainement sortir (pas question d'avoir une date précise de sortie avec les raïmen !), celui de Cheb Khaled, très attendu et de Cheb Kader, le plus jeune et rock des Cheb. Et puis la création de la raïthèque. Située dans le VIII^e arrondissement de Paris, ce nouveau lieu se veut la synthèse de tout ce qui peut se dire ou se faire autour du raï. Composée essentiellement de musiciens et soutenue par des organisateurs et journalistes, la raïthèque se déclare explicitement « pour la promotion du raï et des musiques modernes du Maghreb ». Il va s'agir pour ces passionnés de musique maghrébine (et c'est loin d'être une petite affaire) d'améliorer des conditions de concerts.

D'être plus attentifs à la composition des groupes musicaux, afin d'éviter les improvisations de dernière minute ou les racolages de musiciens dans les habituels cafés de raïmen. Mais, implicitement, le projet est surtout le souhait de remettre les points sur les i ; en effet, dans le milieu raï, on estime facilement que la presse est plutôt incompétente, sinon méprisable !

CHEB KADER



La raïthèque entend donc informer au mieux sur cette musique, dont l'historique ne manque pas de richesse... et de polémiques. Musique triviale ou non, branchée ou pas ? Strictement algérienne ou plus largement maghrébine ? Autant de questions auxquelles la raïthèque prétend répondre avec professionnalisme. Mais y a-t-il vraiment un détenteur unique pour ces réponses ? En tout cas, la raïthèque a encore du couscous sur la planche : la programmation des derniers concerts était riche, mais l'organisation technique laissait trop à désirer. Mais le projet, qui a tout le temps pour progresser, est cependant à encourager. □

S. B.

Raïthèque, 37 rue des Mathurins
75008 Paris. Tél. : 42.65.07.43

AGENDA JUIN

1 Un événement-spectacle chaque soir, sauf le dimanche, jusqu'au 28 juin, ça s'appelle *Transfensh*. C'est un joli voyage au cœur de la Lorraine, soixante kilomètres de train, cinq heures de théâtre en bus et bateau. Quand le théâtre devient aventure, ça fait des vacances. Théâtre de Jarnisy (Jarny). Tél. : 82.33.28.67.

2 *Latino at home*. Cinéma, rencontres, vidéo-débats autour de publications récentes sur l'Amérique du Sud. Du 2 au 30 juin, spécialités culinaires à votre disposition. Maison de l'Amérique Latine, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42.22.97.76.

3 Péniche-opéra. Deux spectacles-musique : les 3, 4 et 5 juin, Youval Micenmacher et Didier Malherbe dans les *Aventuriers de l'Ichtiornis*, un duo en partance pour l'Orient, l'Afrique, les banlieues new-yorkaises. Les 17, 18 et 19 juin, le trio Buirrette, Cabannes, Foufrede, dans un spectacle mis en scène par Michel Lonsdale. Les représentations auront lieu à la Péniche amarrée face 200, quai de Jemmapes, 75010 Paris. Tél. : 42.45.18.20.

7 *Eau de Cologne*, une pièce écrite et mise en scène par Joël Dragutin, du 7 au 25 juin, à 21 h (relâche : les 13, 15, 20, 21 et 22 juin). Histoire d'une folie ordinaire celle de deux personnages à la quête du bonheur. Théâtre 95 à Cergy. Rés. : (1) 30.38.11.99.

9 *Rencontres de Montreuil*. Les 9, 10 et 11 juin, quarante et un écrivains, dont Mongo Beti, Didier Daeninckx, Jean Metellus, Leïla Sebbar et bien d'autres, participent aux rencontres. Rens. : Studio Marcelin-Berthelot, 6, rue Marcelin-Berthelot, tél. : 42.05.77.98 ou 48.70.65.46. Au cours de la même manifestation, du 8 au 14 juin, au cinéma Méliès à Montreuil, *Aspects de la littérature chinoise au cinéma*.

10 *New-morning*. Programme musical intercontinental en juin. A signaler Baaba Mal (Sénégal) les 10 et 11, Joyce (Brésil) pour la première fois en France le 18, et Tony Williams Quintet les 20 et 21. Pour de plus amples informations appeler le 42.46.30.70.

10 Restaurant associatif, Case-Graine organise aussi des dîners-débats. Les prochains : le 10 juin *Dionewar, village au milieu du fleuve*, avec Malik Nkiaye et des ressortissants du village sénégalais. Le 24, *Paradoxes de l'agriculture brésilienne*, avec Jérôme Costa de Solagrail, 31, rue Blomet, 75015 Paris. Rés. : 45.66.62.97.

12 Au 18 Théâtre à Paris, les *Jaloux de la danse* du 8 au 12 juin, *Travel-blues et Nil et désert* du 15 au 19 juin, et *Caudro Flamenco* du 22 au 26 juin. Tél. : 42.26.47.47.

13 Jusqu'au 21 juin, neuf soirées exceptionnelles au Regard du Cygne consacrées à la *musique de chambre* des

S P E C T A C L E S

DANSE-THÉÂTRE

POÉSIE ET TRANCHE DE VIE. La brève mélodie d'une flûte. Puis, soudain, une poésie de djellaba qui s'envole des lèvres de Moussa. Le comédien-magicien, éclairé par une bougie et vêtu d'un saroual, promène ses souvenirs d'enfance sur des tapis colorés. Derrière lui, quelques couvertures brodées, vert, bleu, jaune. Et tout autour le soleil étouffant de Kabylie. Succèdent des nuits étoilées et plus fraîches.

« *Il y a tous les ingrédients et la saveur d'un conte, mais ce n'est pas un conte. J'ai voulu traduire des images, des sensations. Ce sont donc plutôt des anecdotes et surtout une atmosphère, celle de mon village, et l'ambiance familiale.* » Son spectacle est aussi généreux que son écriture. Ses yeux bruns et rieurs, sa voix grave racontent la préparation du cous-cous, comme d'autres gamins pourraient évoquer leur tartine de pain et chocolat pour leur goûter. Mais derrière l'innocence et le maladresse de l'enfant, il y a Moussa-adulte, moins tendre, qui porte un regard sur la colonisation, la circoncision, la religion (« *Pourquoi Allah est-il toujours le plus grand ?* », s'interroge Moussa-enfant).

« *C'est vrai que je règle quelques comptes — mais ça passe bien, car c'est un enfant qui parle — Même en tournée dans des pays musulmans, l'humour a toujours rendu l'ironie acceptable.* » Moussa qui rit, Moussa qui pleure : son univers enfantin est fait d'escapades avec les momes du village, son frère avec qui il

FESTIVALEZ ! Découvrez Moussa Lebkiri au coin d'un festival. Il tournera cet été dans différentes villes de France. En voici quelques-uns :

■ **Le Havre dans la rue, du 26 mai au 18 juin, autour du thème de l'Afrique. Avec Johnny Clegg le 18, et une fête dans chaque quartier durant le festival, organisé, par les 10 CLEC (Centre de loisirs et d'échanges culturels), les MJC et Maisons pour tous de la ville. Tél. : 35.21.53.00.**

■ **A Avignon, du 9 juillet au 2 août, au Moulin à Paroles. au cours de ce même festival, des musiques populaires du Pakistan, un spectacle en langue arabe par le Nouveau Théâtre de Tunis, un spectacle en langue russe de Pirandello par le Théâtre expérimental d'Art dramatique de Moscou, des créations de Georges Perec, etc. (Tél. : 48.74.59.88 et festival off : 48.05.20.97).**



Moussa Lebkiri

s'amuse à attraper les étoiles. Il y a aussi sa mère qui des fois « *pleure de tous ses yeux* », et les vieux du village, « *tellement vieux qu'on les entend vieillir* ».

Un jour, une carte postale arrive de Paris. « *Je croyais que mon père n'existait que dans les histoires du coin du feu, s'étonne l'enfant « Alors notre mère nous raconte la France, un pays tout en cartes postales. Là-bas, il y a l'électricité, nous explique-t-elle, et vous irez à l'école de l'instruction. » Adieu moutons, montagnes et oliviers de Kabylie.*

« *Ma grand-mère était une grande conteuse, une schéhérazade en quelque sorte.* » Moussa exploite cet héritage avec sensibilité et originalité. Son spectacle est à la fois tendre et cruel, sincère et chaleureux. □

LAURE LASFARGUES
Une étoile dans l'œil de mon frère, présenté par le théâtre Nedjma. Mise en scène : Jean-Paul Rolin. Écrit et raconté par Moussa Lebkiri. Contact (spectacles et atelier) : 48.76.79.20.

■ **A Cavalaire (Var) le 7 août. 11^e Festival, du 1^{er} juillet au 31 août, au théâtre de verdure, avec un spectacle par soir. Quelques créations et surtout du théâtre d'humour et de divertissement. (Tél. : 94.64.33.55 ou 94.64.00.96, entrée gratuite)**

■ **Dans l'Ariège, à Vaour, le 9 août pour le 3^e été de Vaour. Tél. 63.57.50.23. Et à Seix, le 11 août, tout près de la frontière espagnole (à 100 km au sud de Toulouse), 9^e festival avec du théâtre de rue, de la musique traditionnelle (indienne, colombienne, bavaroise, provençale), du caf'conc, un panorama de la chanson du 20^e siècle. Créé avec Inter-service-migrant, l'objectif est l'échange et la rencontre des cultures populaires. Carte d'abonnement pour l'ensemble des vingt-cinq spectacles : 190 F. Du 10 au 14 août. Contact : 61.66.92.00 ou 61.66.83.55 (camping gratuit et hôtels). ■** L. L.

B L O C - N O T E S

YVES THORAVAL

JAPONISME. On célèbre fréquemment les multiples courants de l'influence occidentale, dans le domaine des idées, des arts, des techniques, sur les autres peuples et civilisations. On ne dit pas toujours clairement la dette que le monde occidental a pu lui-même contracter. Une très importante exposition, *Le Japonisme*, jusqu'au 15 août au Grand Palais, retrace l'incroyable engouement des peintres, des lithographes, des écrivains européens, français en particulier (mais, alors, Paris était la capitale de l'art occidental) pour la civilisation japonaise de siècles précédents, dont les trésors étaient révélés au monde grâce à l'ouverture moderniste du pays à l'ère Meiji, et son influence sur eux. Un dialogue interculturel puissant et fécond !



Hiroshige, une révolution pour l'estampe européenne

ZENDEROUÏ. Hossein Zenderouï est né à Téhéran en 1937, mais c'est la France qu'il a choisie depuis près de 30 ans pour y approfondir son talent. Les signes, les lettres et les chiffres sont les points de repère volontairement choisis par ce calligraphe né dans la tradition prestigieuse iranienne, qu'il a peu à peu fait évoluer vers un langage « spirituel-magique », inspirant, après avoir été montrés à Paris, à Sao-Paulo, à Venise, à New York, de nombreux artistes de toutes origines. Il faut courir au musée Bossuet de Meaux qui lui rend hommage jusqu'au 31 juillet avec l'exposition « *Mystère des Signes, Secrets des chiffres* », une œuvre passionnante, solitaire et féconde. □
(Musée Bossuet, palais Episcopal. Tél. : 47.96.25.49.)

MOGHOL. Pourquoi boudier le plaisir d'aller se rincer l'œil à l'exposition *Magnificence de l'argenterie en Inde au temps des Moghols : 16^e, 19^e siècle*, présentée jusqu'au 20 juillet au Pavillon des Arts ? Moins connus que ses miniatures de la même époque, les arts appliqués ont également atteint un apogée, stimulés par une vie de cour brillante, impériale (Babur, Akbar, Jahangir, Aurangzeb, etc.) et princière. Une pluie de chefs-d'œuvre pour illuminer le cœur de l'été.

I STAMBUL. *Gloire et Dérives*, tel est le sous-titre de l'un des récents numéros de la revue *Autrement* consacré à Istanbul. Que l'on y soit allé ou qu'on rêve de le faire, cette ville-monde nourrit de multiples fantasmes et, fait rare pour une cité ancienne, ne déçoit pas chaque fois qu'on y retrouve, car si elle éclate de vie avec près de 6 millions d'habitants aujourd'hui, sa

répertoires baroques classiques et contemporains. Places limitées. Rés. : 45.23.03.90.

17 *Martinique*. Du 17 au 24 juin, premier festival du film caribéen à Fort-de-France. Vingt films attendent ceux qui auront la chance de faire le voyage. Contacts : Nicole Lambert et Philippe Laurenceau. Tél. : 47.00.80.34.

21 *Quand les Arabes caricaturent... c'est pas triste*. Exposition sur la caricature dans la presse arabe contemporaine, du 21 juin au 4 septembre, à l'Institut du Monde Arabe, 13/20 heures, salle d'actualité. Tél. : 46.34.25.25.

24 *Afrique Musique*, seconde édition, à la grande halle de la Villette. Roha Band d'Addis Abeba, Kandio Koyate du Mali, Papa Wemba du Zaïre, Fode Jouda de la Guinée, des musiques profondément imprégnées de la tradition, cependant très moderne. Pour finir l'année, le 24, 25 et 26 juin. Res. : 42.49.30.80, 3 FNAC ou Minitel 36 15 Billetel et Bornes.

30 Au Théâtre de verdure de Torcy Noisiel, trois concerts animés par des groupes locaux, Suxun, cocktail de jazz-rock, de musique africaine et de funk, Jay Hawkings, un des plus fous rock and rollers américains des années 60, ainsi que par la compagnie Lubat. Cela se passe le 30 juin, les 1^{er} et 2 juillet. Précision : l'entrée est gratuite. Rens. : 60.05.51.63.

JUILLET

2 Jazz à la Grande Halle, les 2 et 3 juillet, deux après-midi et deux soirées au cours desquelles se croiseront le Phillip Morris jazz band, Chris Mac Gregory's brotherhood of breath, et Milton Nascimiento. Location : 3 FNAC, 36 15 code Villette, et par tél. : 42.49.30.80.

31 Au Zaïre, stage de danse africaine organisé en août par le ballet-théâtre Salongo. Contacter Paula Prunet au 45.26.57.68.

ET ENCORE

ROCK POUR MANDELA. George Michaël, Dire Straits, Whitney Houston, Simple Minds, Harry Belafonte, les Bee Gees, Myriam Makeba, UB 40, Eurythmics, Paul Young, Joe Cocker, peut-être Michael Jackson et Sting, bien d'autres encore... tous ces artistes ont décidé de rendre hommage à Nelson Mandela et s'en déclarent solidaires. Le 11 juin, ils seront tous présents dans un énorme concert organisé au stade londonien de Wembley. Ils entendent ainsi mobiliser l'opinion internationale (le concert sera retransmis dans trente-cinq pays, dont la France) et récolter le maximum de fonds pour la lutte anti-apartheid.

Dossier ouvert...

Justice et police face au racisme. Le thème du colloque préparé pour la rentrée par le MRAP posera en profondeur des questions essentielles : le respect du citoyen, l'éthique des professions concernées, la démocratisation des institutions. Maître Gilbert Collard, avocat réputé du barreau de Marseille et de Paris, et Jean-Pierre Bordier, secrétaire fédéral de la Fédération autonome des syndicats de police ouvrent le débat.



Différences : La police est-elle devenue raciste ?

Jean-Pierre Bordier : Les mêmes effets suscitent les mêmes conséquences ; les policiers ne sont pas plus racistes que l'ensemble des citoyens, mais ils sont les premiers témoins des dysfonctionnements de notre société. Il faut à mon avis, une plus grande compréhension de la réalité sociale chez les policiers, comme chez l'ensemble des citoyens.

Différences : On constate néanmoins une méfiance grandissante à l'égard des institutions...

J.-P. B. : Le fossé se creuse dans la mesure où l'on fait dévier la police de son rôle et que l'on désire en faire une solution à un problème de société. Cet engrenage profite au pouvoir politique qui se retrouve, ainsi, seul défenseur des policiers. Mais, ce genre de manœuvre a fait long feu. La prise de position publique du secrétaire général Bernard Deleplace, au nom de la Fédération en décembre 1986, après la mort de Malik Ousseki, et les réactions positives qu'elle a suscitées auprès des policiers a été édifiante. La FASP a réussi à empêcher la coupure jeunesse-police que l'on pouvait craindre.

Différences : Les immigrés sont dans le collimateur, on les contrôle, on les accuse de tous les maux, on veut les expulser. Comment votre fédération entend-elle cette situation ?

J.-P. B. : L'immigration n'est pas un problème en soi. Elle est l'un des problèmes de la réalité sociale. A chaque moment de l'histoire surtout en période de crise et de difficultés, on désigne toujours un bouc émissaire qui permet de faire l'économie des vraies questions. L'exploitation démagogique de Le Pen ne met pas la France au top niveau des droits de l'homme.

Différences : Que faut-il en faire de la loi Pasqua ?

J.-P. B. : Cette loi est mauvaise. Elle exprime l'exploitation politicienne de l'insécurité par laquelle depuis 1974 (le ministre d'alors était M. Poniatowski) il est demandé toujours plus de pouvoirs pour les policiers. Dérive dangereuse que nous avons en ce qui nous concerne toujours combattue, comme ce fut le cas pour la loi Sécurité et Liberté de M. Alain Peyrefitte. Cette loi s'attaquait aussi au droit normal de manifester.

La gauche arrivée au pouvoir n'a pas su s'attaquer suffisamment, de façon pédagogique, à ces problèmes de société, conséquence : le renforcement du contrôle dont la loi 86 en est l'aboutissement.

Différences : Les bavures font peur. Elles favorisent quand elles ne créent pas l'insécurité. Qui en est responsable ?

J.-P. B. : Les « bavures » telles que les nomment les mass média, bévues ou maladroites sont depuis longtemps un des maux de la police. Mais même si cette responsabilité concerne une toute petite minorité de collègues policiers, elles ternissent l'ensemble du corps.

Plus grave, et dans le même ordre d'idée - l'influence du politique - quels comportements peuvent susciter des mots comme « je couvre » ? ce genre d'incitation, même s'il n'est pas quantifiable dans la responsabilité d'une bavure, est nécessairement très dangereux au niveau d'un comportement générateur d'excès. Les policiers ont besoin de calme, de sérénité pour travailler et non d'excès de zèle de la part de responsables politiques.

Différences : Les valeurs de la démocratie dont on a beaucoup parlé durant la période électorale s'accommodent-elles des contrôles d'identité tels qu'ils sont pratiqués ?

J.P. B. : La démocratie est une chose fragile à laquelle il faut être attentif chaque jour. Les droits de l'homme, idée encore nouvelle, restent encore à construire. Regardez au pays de Mme Thatcher, pourtant très conservatrice, lorsqu'il contrôle l'identité de quelqu'un, le policier remet à la personne qu'il contrôle une souche sur laquelle sont inscrits son nom et le motif de l'interpellation. Cet exemple est significatif. Il me semble que le problème du contrôle d'identité se pose davantage en terme de méthode que de remise en cause globale.

Différences : Quelles sont les propositions de la FASP pour que la police s'adapte aux réalités des mutations sociales que nous vivons aujourd'hui ?

J.-P. B. : Nous pensons qu'il faut une réforme globale et profonde de la fonction policière. Les objectifs de cette réforme : assurer la transparence du fonctionnement de la police nationale, avec la création d'un conseil supérieur de la fonction policière dont les membres seraient indépendants du pouvoir politique mieux former les policiers, créer une académie de police.

La fonction a certes un côté répressif mais pas uniquement. Nous pensons à la FASP que la police peut être efficace, performante, tout en étant respectueuse des lois républicaines et de la dignité des hommes. Une grande majorité de policiers a toujours, à l'intérieur de l'institution, défendu ces préceptes. □



Un avocat dénonce les inégalités

Différences : Nous sommes « en danger de justice » (1), clamez-vous, maître Collard. Pourquoi et surtout pourquoi aujourd'hui ?

Gilbert Collard : Regardez autour de vous : le pouvoir magique de la haine, de l'irrationnel s'inscrit de plus en plus dans la parole sociale. En 1988, M. Le Pen peut se permettre de déplacer la fête de Jeanne d'Arc, s'approprier le 1^{er} mai. Il y a dix ans, c'eût été complètement surréaliste.

D'après une étude réalisée il y a peu de temps, bien après la publication de mon livre, par la chancellerie et publiée par le *Figaro*, 75 % des Français affirment leur méfiance à l'égard des juges et ne voudraient pas avoir affaire à la justice, même s'ils sont innocents.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous sommes dans une situation où le citoyen n'a plus confiance ni dans les politiques ni dans les juges. N'est-ce pas là un contexte comparable à la veille de 1789 ? Les Cahiers de doléances étaient d'abord, et avant tout, une mise en cause de la justice, injuste, corrompue, vénale.

Votre livre donne le sentiment que la justice telle qu'elle est pratiquée est une farce grotesque et dramatique dans laquelle l'individu est déchiqueté par le souci de l'ordre plus que par la recherche de la vérité.

G. C. : Comment voulez-vous rendre une justice sereine et humaine quand il faut traiter dix-huit affaires dans la journée. La justice est sinistrée. Les mots sonnent faux lorsqu'à dix-neuf heures il y a encore dix affaires à plaider.

Aussi qu'entend-on ? La répétition de poncifs qui servent à rapiécer une morale. La morale des magistrats qui ne peuvent rien faire d'autre que de croire qu'ils ont du pouvoir, et ils l'expriment en s'acharnant sur l'homme ou la femme qu'on leur livre. Un juge interpellait récemment une femme médecin accusée de recel. Savez-vous ce qu'il lui a dit ? « Si vous n'aviez pas un casier judiciaire vierge, on vous aurait condamné ! » Nous sommes chez Kafka, dans le monde des syllogismes, de l'irrationnel. Dans la réalité, tout prévenu est suspect contrairement au texte qui proclame ingénument la présomption d'innocence. On va vers un grand malheur, à ce rythme-là. J'ai peur de la justice quand je lis certaines lettres que je reçois. Les gens ne comprennent rien, ils ne savent pas pourquoi, ni comment, il ont été acquittés ou condamnés. Ils sont prêts, selon qu'ils aient de l'argent ou non à vous en donner un peu, beaucoup ou pas du tout, pourvu que vous daigniez les écouter.

On savait depuis fort longtemps qu'il y avait une justice de classe basée sur la sélection par l'argent. Pourquoi ce cri d'alarme : qu'est-ce qui a changé ?

G. C. : La machine est grippée. Il y a dans le fonctionnement de la société un je ne sais quoi d'inutile, d'inutilement sadique, un sadisme institutionnel. Le pouvoir judiciaire, comme le pouvoir policier, ne maîtrisent plus le problème du mal. Aujourd'hui, même la classe bourgeoise trinque. Je ne crois pas au seuil de tolérance concernant l'immigration, je crois par contre au seuil de tolérance psychique des gens. Quand on le dépasse, on est dans le délire.

Le délire mène soit au suicide, soit à la folie, soit à l'indifférence neurasthénique. C'est le signe d'une corruption sociale généralisée très grave, où les amitiés, les rapports d'autorité et d'influence finissent par tout régler. La machine devient en ce moment incontrôlable, même si, en fait, elle a tou-

jours été dirigée dans le même sens. Aujourd'hui, selon que l'on s'appelle Michel Droit, ou Mohamed, ça fait une très grosse différence devant la justice.

Un autre exemple ?

G. C. : L'affaire Dovero à Marseille. On a osé ne pas ouvrir d'information. Il a fallu qu'un magistrat menace de démissionner et une manifestation de chauffeurs de taxi pour que cela se fasse ! C'est scandaleux. L'affaire Gordji : le juge a dû aller s'expliquer dans les colonnes du *Figaro*.

Le cynisme est devenu partie intégrante du fonctionnement de la justice. Un des grands événements du nazisme a été que l'horreur ne se cache plus. Quand l'horreur est passée à la mise en pages, en textes, en pratique. Le Pen est en phase d'adaptation au processus.

Vous êtes avocat, vous servez donc cette justice que vous condamnez avec tant de force et de conviction. N'est-ce pas intolérable comme situation ?

G. C. : L'avocat est une sorte d'otage de la justice. En ce qui me concerne, je suis dans l'eau et je me rends compte que je ne sais plus nager, je me noie en voulant sauver d'autres gens. L'avocat doit être équipé démocratiquement face au pouvoir exorbitant du juge. Il faut aussi s'attaquer à la lâcheté et à la médiocrité ambiantes. Envisageons peut-être la fonctionnarisation de la profession et l'on ne nous accusera plus de collusion avec nos clients !

Le cynisme est devenu partie intégrante de la justice

La tradition du libéralisme avait encore un sens quand l'honneur était un dérivé de l'honneur. Aujourd'hui nous voulons simplement que les citoyens soient correctement défendus. Regardez cette caste des juges au pouvoir absolu, que l'on ne juge jamais, qui n'ont jamais de compte à rendre à personne. Sans réforme radicale qui redéfinisse la répartition des pouvoirs la justice participera à la totalitarisation de la société.

Les lois ne nous protègent-elles pas ?

G. C. : La loi aujourd'hui, c'est les camps de rétention, l'expulsion d'urgence, et les contrôles d'identité, qui n'ont jamais été supprimés contrairement à ce qu'on pense. Nous sommes sous le poids du mercantilisme de la peur. Une société autoritaire se transforme en société totalitaire quand on passe de la répression de l'infraction à la répression de la déviance.

On peut vous rétorquer que vous, vous êtes à l'abri...

G. C. : Détrompez-vous. Je ne défends ni les voleurs, ni les meurtriers, ni les assassins de vieilles dames. On m'a cambriolé à plusieurs reprises, on m'a agressé, ma mère a été etc., etc. Croyez-moi, la délinquance, non merci, j'ai déjà donné ! Mais je refuse la société de la méfiance. Une société où l'on licencie un travailleur pour propos tenus dans un journal, où l'on proclame haut et fort, comme à La Seyne, qu'il faut un « rééquilibrage ethnique ». La Loi sur le racisme de 1972 est insuffisante, et son insuffisance fonctionne comme un leurre. Avant cette loi, l'injure raciste n'était pas définie comme un délit, certes. Mais la répression de ce délit est dans certains cas une véritable décoration du coupable : 1 000 F et un sur-sis, cela incite certains ténors d'extrême-droite à récidiver. Il faut faire payer plus cher les délits à caractère raciste. Et se battre plus explicitement et systématiquement sur le terrain judiciaire. □

Propos recueillis par
CHERIFA BENABDESSADOK

(1) Denoël. Cf. *Différences* n° 78, mai 1988.

UN 1^{er} MAI CONTRE LE RACISME

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le MRAP au plan national et nombre de ses comités locaux ont exprimé l'émotion suscitée par le score de Le Pen (plus de 14 %) et appelé à « faire front pour la défense des valeurs et des institutions républicaines, face à la montée des périls, avant qu'il ne soit trop tard ».

Le dimanche suivant, le 1^{er} mai, a été l'occasion d'une exceptionnelle mobilisation. Les syndicats avaient intégré la lutte contre le racisme à leurs mots d'ordre relatifs, selon la tradition de la « Fête du travail », aux revendications des salariés et à la solidarité internationale. Chacun était conscient de la nécessité d'une riposte vigoureuse, d'autant plus que le chef du Front national réunissait ses troupes à Paris, en annexant Jeanne d'Arc.

La CGT, d'une part, qui organise chaque année d'importants cortèges revendicatifs, et, d'autre part, la CFTC et la FEN, désireuses de marquer leur opposition à la montée de l'extrême droite, n'ont pas trouvé la voie d'une action commune. Dans ces conditions, le MRAP, soucieux de favoriser le rassemblement, sans pour autant interférer dans les discussions syndicales, a décidé de participer à toutes les manifestations avec ses propres banderoles et ses mots d'ordre.

A Paris, il était présent, le 30 avril au soir, au Gala des Libertés organisé par la CFDT, au Cirque d'Hiver, où il tenait un stand et où son président, M^e Roland Rappaport, a pris la parole. Le lendemain matin, ses militants étaient nombreux dans le cortège qui est allé du métro Couronnes à la Nation avec la CFDT, la FEN et plusieurs syndicats autonomes. L'après-midi avec la CGT, de la Bastille à l'Opéra, des pancartes

du MRAP, « Le racisme est un affront national », ont drainé, sous les applaudissements, un flot sans cesse grossissant de sympathisants.

En province, des situations diverses se sont produites. Dans plusieurs villes, CGT et CFDT ont manifesté en commun, soit de façon concertée, soit en suivant des parcours identiques ou convergents : le MRAP a alors participé sans problème. Ailleurs, quand se tenaient deux manifestations distinctes, il était le plus souvent dans l'une et dans l'autre. A certains endroits, le MRAP, avec d'autres associations luttant contre le racisme, a pris l'initiative de manifestations spécifiques. Cela n'a pas été, parfois, sans quelque confusion, des syndicats à leur tour, et aussi des partis politiques (on était entre les deux tours des présidentielles) se joignant aux associations, tandis que d'autres manifestaient en un autre lieu, éloigné ou proche.

Ce qui se dégage en tout cas de cette grande journée antiraciste, c'est la présence généralisée du MRAP à travers la France, dont témoignent des centaines de comptes rendus de la presse régionale. C'est aussi le fait que notre Mouvement a montré partout sa volonté d'union sur les objectifs qu'il défend, en maintenant le contact entre les différents courants syndicaux et politiques. C'est ainsi qu'à Nancy, par exemple, le représentant du MRAP a été désigné d'un commun accord pour prendre la parole lors de la rencontre des deux cortèges. Le nombre des manifestants a été, dans l'ensemble de la France, plus important que ces dernières années. Ce fut un jalon marquant de la lutte qu'il faut poursuivre solidairement contre tous les racismes, pour l'égalité, pour la justice. □

ACTIONS

■ **NAISSANCES.** Un comité local est né à Saint-Nazaire. Son président, Roland Lamet, le présente dans le Pont transbordeur, bulletin bimestriel de la fédération de Loire-Atlantique, laquelle fête ses vingt ans.

Autres comités créés : au Mans, à l'initiative d'Ahmed Temmar, en présence d'Albert Lévy ; et aussi à Orthez (président M. Armoiry), à Aix-en-Provence (présidente : Andrée Poret), en présence de Baya Jurquet, représentant la fédération des Bouches-du-Rhône. Après la création récente des fédérations de Vendée et de Nièvre, voici celle du Calvados.

■ **AMITIE.** Soirée de l'amitié entre les peuples, à l'initiative du MRAP à Mont-de-Marsan : folklore landais, chant classique, danses africaines et laotiennes, un franc succès. « Variété sur la scène, diversité autour des tables », note un journal régional.

■ **PIERRES.** Conférence-débat sur « la révolution des pierres » dans les territoires occupés par Israël : le comité de Saint-Etienne avait invité, le 21 avril, Alain Gresh, journaliste au Monde diplomatique.

■ **SEMAINE.** Le CAS d'EDG-GDF de Paris-Nord a organisé, avec le MRAP, une semaine d'information (18-22 avril) : projection du film Une génération de résistants et débat sur l'apartheid, avec J.-L. Sagot-Duvaurois et Jacqueline Grunfeld ; présentation du film Bienvenue à Lunel, et débat sur l'extrême droite avec Pierre Krausz. Et, pendant toute la durée, l'Exposition de l'horrible.

■ **COUSCOUS.** Plus de cent personnes à une soirée du Comité de Lunel (34), où sont venus des amis de la ville et des environs, dont beaucoup de jeunes. Couscous, puis projection d'un diaporama par

des lycéens sur leur voyage en Algérie ; tout s'est terminé en dansant.

■ **LE HAVRE.** Marche silencieuse à l'appel du MRAP et d'autres associations contre le meurtre d'un jeune Algérien, Mohamed Lahreche, fin avril. Ces dernières semaines ont d'ailleurs été marquées dans cette ville par un climat de violence raciste avec plusieurs agressions. Le maire du Havre a alerté les autorités préfectorales.

■ **TRACTS RACISTES.** Contre les distributions de tracts racistes à Nantes, le MRAP et plusieurs autres associations portent plainte. Les torchons au titre sans équivoque, « Alerte, les envahisseurs sont parmi nous », ont soulevé dans la région une belle protestation, à laquelle de nombreux élus locaux se sont associés.

■ **CHATEAURENARD.** Cinq cents personnes sont venues à la Fête multicolore du comité MRAP. Groupes de musique français et étrangers, danses et bal, vidéo, ateliers graphiques... il y avait de quoi faire. De nombreuses associations amies étaient invitées.

■ **APARTEID.** Nombreuses actions pour sauver la vie des Six de Sharpeville : à Douai, Troyes, Paris, Marseille, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Rennes, Saint-Martin-d'Hères... Les Six ont obtenu un sursis, mis la menace de les voir exécuter reste présente.

■ **ALENÇON.** Deux à trois mille personnes l'an passé à la Fête d'ici et d'ailleurs à Alençon. Une fête antiraciste et qui s'annonce comme telle. Cette année, ce sera le 19 juin, au parc de Perseigne. Musique, danse, cuisine, expos, informations sur les pays d'origine... Tout y est possible et tout y sera, pour les rencontres des Français avec les communautés étrangères de la ville.

MENACES DE MORT

Le comité MRAP de Marseille est actif, il se développe et mène efficacement la lutte contre le racisme, ce qui n'est pas facile et n'est pas pour plaire à tout le monde.

Mais les choses prennent un tour bien plus grave depuis quelques semaines, puisque la présidente du comité départemental, Baya Jurquet, et son mari reçoivent désormais des menaces de mort téléphoniques.

Canular ? Non, ces menaces s'étaient déjà produites en 1982, et la police alertée avait menée une enquête. Sans résultat. Les menaces actuelles viennent après une manifestation devant le bar des Yachts, dont le patron est inculpé (mais libre) pour avoir tiré des grenailles au visage d'un jeune homme.

Les précisions données par les interlocuteurs anonymes sont inquiétantes : elles supposent que certains militants du MRAP sont suivis, leur emploi du temps connu, leurs lignes téléphoniques surveillées. Comment et par qui ? Avec des éléments précis, Baya Jurquet affirme qu'une écoute illégale et pirate de son téléphone existe. Installée par qui, avec l'aide de qui ? Les pouvoirs publics sont alertés, plainte est déposée. Y aura-t-il enquête ? Et où mènera-t-elle ?

Le MRAP, solidaire de ses militants a appelé, dans un communiqué, à « des mesures énergiques contre les fauteurs de violences racistes ». Qui d'autre en effet pourrait vouloir s'en prendre à des militants antiracistes dans une ville où les xénophobes paillardent et se croient déjà les maîtres de la cité ? □

■ **RAISINS.** « Elle était venue à Castres, Dulcie est morte, le commerce continue » : le MRAP du Tarn a mis en cause les relations avec l'Afrique du Sud, promues par la Chambre de commerce et d'industrie.

Celle-ci précise que, après avoir organisé une mission pour le compte d'une dizaine d'entreprises, elle a renoncé à ce genre d'opération « en raison de la situation dans ce pays ». Dont acte.

N'empêche qu'Intermarché d'Albi fait une publicité massive pour 3 655 tonnes de raisins d'Afrique du Sud : manifestation des militants du MRAP à l'entrée, intervention des gendarmes, distribution d'un tract sur la voie d'accès pendant une grande partie de la journée.

■ **DULCIE.** Dédié à Dulcie September, le concert organisé en hommage à Martin Luther King le mois dernier par

MRAP-Solidarité à la basilique d'Argenteuil. Patronné par le directeur général de l'UNESCO, la manifestation a connu un très gros succès.

■ **JOHNNY CLEGG** clôture, le 15 mai, le Festival de jazz d'Angoulême. Le MRAP est présent sous le chapiteau avec un stand : Halte à l'apartheid. Sur ce même thème, dès le lendemain de l'assassinat de Dulcie September, le comité local distribuait aux lycéens, à leur descente des autocars, une pétition demandant la rupture des relations diplomatiques et le boycott économique à l'encontre de Pretoria : 110 réponses lui sont parvenues.

■ **« CRY FREEDOM ».** Les comités locaux du MRAP appellent à voir ou présentent le film de Richard Attenborough : à Saint-Ouen (93), Vitrolles (13), Angoulême (16), Saintes (17).

POSITIONS

■ **SOLIDARITE.** A la suite de l'attentat perpétré à Cannes-La Bocca contre un foyer de travailleurs immigrés, le comité local du MRAP a pris l'initiative, avec plusieurs autres organisations, d'une manifestation de protestation, mardi 10 mai en fin de journée. Le MRAP, solidaire des quatre personnes blessées, demande que les coupables soient activement recherchés et que les dégâts occasionnés par l'attentat soient réparés sans délai. (10 mai)

■ **KURDES MASSACRÉS.** La Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la CIMADE, le Comité kurde d'Halabja condamnent le crime contre l'humanité perpétré par l'armée irakienne contre la population civile kurde au moyen d'armes chimiques qui ont fait plusieurs milliers de victimes, notamment dans la ville d'Halabja. Encouragé par le silence et l'indifférence de la plupart des Etats, le gouvernement irakien persiste dans ses bombardements et son état-major a déclaré son intention de continuer. Nous n'avons pas le droit de laisser le gouvernement irakien de Saddam Hussein exterminer le peuple kurde. (26 avril)

■ **ISRAEL.** Une délégation du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) s'est rendue à l'ambassade d'Israël où elle a remis une motion exprimant « sa vive préoccupation devant l'escalade des violences au Proche-Orient qui se traduit notamment par l'assassinat du dirigeant de l'OLP, Abou Jihad, et par une accentuation de la répression dans les territoires occupés ».

Elle a déposé un appel, signé par d'éminentes personnalités françaises, demandant :

- le retrait des forces militaires israéliennes des territoires occupés ;
- la mise en œuvre d'un processus conduisant à l'autodétermination ;
- la convocation d'une conférence internationale avec la participation, entre autres, d'Israël et de l'OLP. (20 avril)

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE.** Après les événements de l'île d'Ouvéa, le MRAP a fait la déclaration suivante : « Si l'on ne peut que réprouver la prise d'otages en Nouvelle-Calédonie, tout porte à craindre aujourd'hui que la méthode meurtrière utilisée pour y mettre fin ne conduise à l'aggravation des tensions, à de

nouveaux affrontements. La marginalisation du peuple kanak et de sa culture sur son propre sol constitue en elle-même une violence permanente, exercée depuis plus d'un siècle. Il est urgent de reconnaître, selon l'accord de Nainville-les-Roches signé en 1983, les droits inaliénables du peuple Kanak. » (5 mai)

■ **KAUFFMANN.** Au nom du MRAP, M^e Roland Rappaport, président, et Albert Lévy, secrétaire général, dans un message à Joëlle et Jean-Paul Kauffmann, saluent la fin de « cette si longue épreuve » et « l'exemplaire dignité » de leur combat. (5 mai)

■ **TELEGRAMME.** Voici le texte du télégramme envoyé à Isaac Shamir, Premier ministre (Israël) et à l'ambassadeur d'Israël à Paris : « Nous apprenons avec émotion la décision d'expulser M. Moubarak Awad, directeur, Centre d'études sur la non-violence à Jérusalem. Cette mesure constituerait un nouveau facteur de tensions, une atteinte aux efforts poursuivis pour la paix et la justice. Nous vous demandons instamment son annulation. » (6 mai)

■ **MITTERRAND.** Roland Rappaport et Albert Lévy ont fait parvenir au président de la République le texte suivant : « En portant sur vous la majorité de ses suffrages le peuple français a marqué son refus d'une politique d'exclusion, c'est pourquoi le MRAP se réjouit de votre élection. Cependant le retentissement des thèmes racistes du Front national, leur influence sur le comportement du candidat qui vous était opposé ont permis de mieux prendre conscience des dangers qui menacent notre société, de mieux mesurer l'inquiétude et les souffrances de tant de nos concitoyens et fait apparaître l'impérieuse nécessité d'y porter remède. La confiance qui vous a été renouvelée doit permettre que se développe davantage l'action pour l'égalité contre le racisme et les discriminations dans notre pays et aussi au plan international. Nous pensons tout particulièrement aujourd'hui à l'Afrique du Sud et à la situation dans les territoires occupés au Proche-Orient. En Nouvelle-Calédonie, il importe de répondre par la voie du dialogue aux aspirations du peuple kanak. Le MRAP, Monsieur le Président, soutiendra tous vos efforts pour atteindre ces objectifs. » (9 mai)

Ben Chemoul

Le champion des grandes tailles

17 bd Saint-Martin - 75003 PARIS
Tél. 48.87.69.95 - Métro République

Chemisier

Habilleur

CRÉATIONS EXCLUSIVES GOTTEX

HENRI DANIEL

VILLE PLAGE COCKTAIL . SOIR

23, Bd POISSONNIÈRE · PARIS-2^e · TÉL. 236-52-53

AUBERVILLIERS



ESTIVAL

MERCREDI 11 MAI

Lycée Henri Wallon - 15 h 30 **LES AVIONS**

VENDREDI 10 JUIN

Théâtre de la Commune - 20 h 30 **AMI FLAMMER et JEAN-CLAUDE PENNETIER**
Coproduction Festival de St-Denis (Brahms, Beethoven, Enesco)

LUNDI 13 JUIN

Théâtre de la Commune - 20 h 30 **ATELIER DANSE DE L'OMJA**
HUMAN FUGUE . création .

MARDI 14 JUIN

Gymnase Guy Moquet - 21 h **DIDIER GUSTIN** (imitateur, humour)
JACQUES HAUROGNE (chanson)
KARIM KACEL
Espace Jean Renaudie - 20 h 30 **VANDER TRIO** (jazz, jazz-rock)
SIXUN
Cal'OMJA - 23 h 30 **SHARON EVANS GROUP** (jazz)

MERCREDI 15 JUIN

Gymnase Guy Moquet - 21 h **LULU BERTHON** (chanson)
JEAN GUIDONI
Espace Jean Renaudie - 20 h 30 **BLUE BOSSA** (funky, blues)
AMAR SUNDY
Cal'OMJA - 23 h 30 **JEAN-JACQUES MILTEAU** (blues)

JEUDI 16 JUIN

Gymnase Guy Moquet - 21 h **GHIDA DE PALMA et LES GANGSTERS** (funk)
ELLI MEDEIROS
Espace Jean Renaudie - 20 h 30 **XAVIER LACOUTURE** (humour)
LE QUATUOR
Cal'OMJA - 23 h 30 **JEAN-JACQUES VANIER** (humour)

VENDREDI 17 JUIN

Gymnase Guy Moquet - 21 h **CARMEN CORTES** (flamenco)
Espace Jean Renaudie - 20 h 30 **MIL MOUGENOT et PIERRE TERRASSON . création .**
Cal'OMJA - 23 h 30 **MATIAS PIZZARO et HUGO LAGOS** (jazz latino)

SAMEDI 18 JUIN

Théâtre de la Commune - 15 h 30 **THERESE RACKET** (rock)
BERTIGNAC et LES VISITEURS
Gymnase Guy Moquet - 21 h **JOEL BARRET** (chanson)
ROMAIN DIDIER
MAXIME LE FORESTIER

10.18 JUIN 88